

**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT,  
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BENIN 2006



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Direction Nationale pour le Bénin  
Secrétariat du Comité**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BENIN AU TITRE DE L'ANNEE 2006**

Décembre 2007

## SOMMAIRE

	Pages
<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>3</b>
<b>LISTE DES ENCADRES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....</b>	<b>5</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>6</b>
<b>1 - CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL.....</b>	<b>7</b>
1.1- ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL.....	8
1.2- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE.....	10
<b>2 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES.....</b>	<b>12</b>
2.1 - L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE.....	16
2.1.1 - Les exportations de biens.....	17
2.1.1.1 - Les exportations de marchandises générales.....	17
2.1.1.2 - La structure des exportations de marchandises.....	21
2.1.1.3 - La répartition géographique des exportations.....	22
2.1.2 - Les importations de biens.....	26
2.1.2.1 - Les importations de marchandises générales.....	26
2.1.2.2 - La structure des importations de marchandises.....	29
2.1.2.3 - La répartition géographique des importations.....	30
2.2 - L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....	33
2.2.1 - Les transports.....	33
2.2.2 - Les voyages.....	34
2.2.3 - Les autres services.....	34
2.3 - L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS.....	35
2.3.1 - Les revenus du travail.....	35
2.3.2 - Les revenus des investissements.....	35
2.4 - L'ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....	36
<b>3 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES.....</b>	<b>37</b>
3.1 - LE COMPTE DE CAPITAL.....	38
3.2 - LE COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES.....	38
3.2.1 - Les investissements directs.....	39
3.2.2 - Les investissements de portefeuille.....	39
3.2.3 - Les autres investissements.....	39
3.2.4 - Le financement exceptionnel.....	39
<b>4 - CAPITAUX MONÉTAIRES.....</b>	<b>40</b>
4.1 - L'ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DE LA BANQUE CENTRALE.....	41
4.1.1 - Les avoirs.....	41
4.1.2 - Les engagements.....	41
4.2 - L'ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONÉTAIRES.....	42
4.3 - LA VARIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES.....	42
4.4 - TABLEAU DE RECONCILIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS.....	43
<b>5 - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....</b>	<b>44</b>
<b>6 - ANNEXES.....</b>	<b>46</b>

## AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin pour l'année 2006 ont été établis selon les principes de la cinquième (5<sup>e</sup>) édition du Manuel de la Balance des Paiements (MBP5), publiée en mai 1993. Ce cadre introduit par rapport au MBP4 la notion de Position Extérieure Globale (PEG) et réaménage la classification des comptes de la balance des paiements, en les rapprochant du compte « reste du monde », établi par la Comptabilité nationale (SCN).

Le démarrage effectif des activités de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données relatives au commerce intra-UEMOA, dont la création a été approuvée par le Conseil des Ministres à sa session de mars 2003, a permis de réduire les asymétries relevées dans les déclarations bilatérales des Etats. Ces travaux ont permis de corriger les données du commerce extérieur de l'année 2006

## I. LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les composantes types sont réparties en deux grandes catégories :

- le compte des transactions courantes ;
- le compte de capital et d'opérations financières.

### 1.1. LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Sont incluses dans le compte des transactions courantes toutes les transactions portant sur des valeurs économiques (autres que des actifs financiers) entre entités résidentes et non-résidentes. On y inscrit aussi les contre-parties des valeurs économiques courantes qui sont fournies ou acquises sans- réciprocité. Les grandes subdivisions (postes) sont les **biens et services**, les **revenus** et les **transferts courants**.

### 1.2. LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Il a deux principales composantes :

- ✓ le compte de capital correspond au compte de capital du SCN ;
- ✓ le compte des opérations financières équivaut au compte financier du SCN.

#### 1.2.1. Le compte de capital

Il regroupe :

- ✓ les transferts de capital comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir;
- ✓ les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

#### 1.2.2. Le compte des opérations financières

Les principales composantes de ce compte sont :

- ✓ **les investissements directs** qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable tel la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient dans cette optique au moins 10% des actions ou des droits de vote ;

- ✓ **les investissements de portefeuille** qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les réserves ;
- ✓ **les autres investissements**, constitués d'une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classés dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, la monnaie fiduciaire et les dépôts ;
- ✓ **les avoirs de réserves** qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires et qui leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

## **II. LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE**

La position extérieure globale est un état statistique qui indique, à une date donnée, la valeur et la composition du stock des actifs financiers d'une économie sur le reste du monde ainsi que la valeur et la composition du stock de ses engagements envers le reste du monde. Elle permet de calculer la différence entre avoirs et engagements extérieurs pour appréhender, soit la position nette de l'économie, soit la partie de la valeur nette de son patrimoine attribuable à ses relations avec le reste du monde.

## LISTE DES ENCADRES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES

	<b>Pages</b>
<b>ENCADRES</b>	
Encadré n°1 : La nécessité de la diversification de l'agriculture au Bénin	20
Encadré n°2 : Evolution du cours du pétrole	28
<b>TABLEAUX</b>	
Tableau n°1 : Soldes de la balance des paiements 2006	13
Tableau n°2 : Présentation détaillée de la balance des paiements de l'année 2006	15
Tableau n°3 : Balance des paiements courants 2006	16
Tableau n°4 : Evolution de la balance commerciale de 2002 à 2006	16
Tableau n°5 : Evolution des exportations de biens	17
Tableau n°6 : Evolution des exportations de marchandises ajustées	17
Tableau n°7 : Structure des exportations par principaux produits de 2002 à 2006	18
Tableau n°8 : Exportations FOB par grands groupes de produits en 2005 et 2006 (Volumes et Valeurs)	19
Tableau n°9 : Evolution des exportations par principaux produits de 2002 à 2006	21
Tableau n°10 : Répartition géographique des exportations du Bénin en 2005 et 2006	23
Tableau n°11 : Exportations vers les pays de l'UEMOA	24
Tableau n°12 : Evolution des principaux produits exportés vers la CEDEAO	24
Tableau n°10bis : Répartition géographique des exportations du Bénin en 2006 (Flux total : officiel et non contrôlé)	25
Tableau n°13 : Ratio du Service de la dette extérieure sur les exportations	26
Tableau n°14 : Evolution des Importations de biens	26
Tableau n°15 : Importations CAF par grands groupes de produits en 2005 et 2006 (Volumes et Valeurs)	27
Tableau n°16 : Evolution des importations de marchandises ajustées	28
Tableau n°17 : Evolution des principaux produits importés de 2002 à 2006	29
Tableau n°18 : Structure des importations par principaux produits de 2002 à 2006	29
Tableau n°19 : Importations en provenance des pays de l'UEMOA	30
Tableau n°20 : Orientation géographique des importations en 2005 et 2006	31
Tableau n°20bis : Orientation géographique des importations en 2006 (Flux total : officiel et non contrôlé)	32
Tableau n°21 : Evolution du Solde de la balance des services	33
Tableau n°22 : Evolution des Transports	33
Tableau n°23 : Evolution des voyages	34
Tableau n°24 : Evolution des autres services	34
Tableau n°25 : Evolution des revenus des investissements	35
Tableau n°26 : Evolution des transferts courants	36
Tableau n°27 : Evolution des opérations en capital	38
Tableau n°28 : Evolution des opérations financières	38
Tableau n°29 : Evolution du financement exceptionnel	39
Tableau n°30 : Evolution des Avoirs et Engagements Extérieurs de la Banque Centrale	41
Tableau n°31 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires	42
Tableau n°32 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux	42
Tableau n°33 : Correspondance statistiques monétaires - Balance des Paiements	43
Tableau n°34 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin de 2004 à 2006	45
<b>GRAPHIQUES</b>	
Graphique n°1 : Evolution de la balance des paiements	14
Graphique n°2 : Structure des exportations par groupes de produits	21
Graphique n°3 : Orientation géographique des exportations en 2006	22
Graphique n°4 : Répartition géographique des importations en 2006	30

## RÉSUMÉ

En 2006, poursuivant la tendance haussière observée depuis 2004, le solde déficitaire des transactions courantes qui regroupe celui des biens, des services, des revenus et des transferts courants, s'est amélioré de 6.198,0 millions<sup>1</sup> pour s'établir à 113.055,0 millions contre 119.253,0 millions en 2005, essentiellement en liaison avec la hausse des transferts courants.

Le déficit de la balance commerciale s'est accru de 10.634,0 millions par rapport à 2005. Cette évolution, imputable principalement à la chute de 55,1% des exportations de coton, a été accentuée par l'accroissement des importations pour réexportation, lié au rétablissement progressif des relations commerciales avec le Nigéria et à l'alourdissement de la facture pétrolière.

De même, le solde des services qui demeure structurellement déficitaire s'est sensiblement dégradé (+25.679 millions), en raison de l'importance du fret induite par celle des importations.

A l'inverse, la progression de près de 56% de l'excédent des transferts courants a limité le déficit des transactions courantes qui s'est établi à 6,9% du PIB, hors transferts officiels, contre 6,2% en 2005.

En raison des allègements de dette obtenus dans le cadre de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) et des ressources extérieures mobilisées, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières est passé de 162,2 milliards à 231,6 milliards, (soit 42,8%).

Au total, après les trois déficits successifs de 2002 à 2004, les comptes extérieurs du Bénin ont enregistré un excédent pour la deuxième année consécutive. Cet excédent s'élève à 131.171,0 millions contre 49.182,0 millions en 2005, soit une hausse de 81.989 millions.

---

<sup>1</sup> Sauf précision, l'unité est le FCFA

# 1

## CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET NATIONAL

*L'environnement économique en 2006 a été essentiellement marqué par :*

- *une expansion de l'économie mondiale dont le rythme de croissance a atteint 5,4% en 2006 contre 4,9% en 2005, en relation avec le dynamisme des pays asiatiques et ce, en dépit de la hausse mondiale des cours du pétrole ;*
- *une dynamique économique dans l'UEMOA, favorisée par de bonnes récoltes, toutefois, freinée par les chocs externes notamment, la hausse des cours du pétrole et la mauvaise tenue des cours des matières premières agricoles. Le taux de croissance réelle de l'Union est ressorti à 3,0% en 2006 contre 4,1 % en 2005 ;*
- *une reprise économique au plan national après quatre années de ralentissement, la bonne tenue des élections, la confiance des opérateurs, l'amélioration des relations avec le Nigeria, l'augmentation de la production du coton, la flambée des cours du pétrole et la poursuite des tensions inflationnistes (3,8% en 2006).*



## 1.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale a poursuivi en 2006 son expansion. Son rythme de croissance s'est accéléré pour atteindre 5,4% en 2006 contre 4,9% en 2005, malgré certains signes de ralentissement de l'économie américaine au quatrième trimestre 2006 liés au retournement du marché immobilier. Cette progression s'explique essentiellement par le dynamisme des pays asiatiques, qui continuent d'afficher des taux de croissance de plus de 8%. Dans les économies développées, en revanche, la croissance reste modeste. Les principaux obstacles à la croissance sont les déséquilibres macroéconomiques au niveau mondial, associés à des politiques macroéconomiques restrictives dans les pays développés, ce qui empêche une reprise tirée par la demande. Les cours élevés du pétrole compromettent également la croissance dans la plupart des pays en raison de coûts de production élevés.

Aux Etats-Unis, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a été légèrement supérieure à celle de 2005 passant de 3,2% à 3,3%. La demande intérieure a constitué le principal moteur de la croissance, soutenue par les dépenses publiques liées à la reconstruction après la désastreuse saison des ouragans à la fin de l'année 2005.

Au Japon, l'activité a progressé de 2,2% contre 1,9% en 2005, tirée par les investissements et les exportations.

Au Royaume Uni, le rythme de croissance de l'économie s'est amélioré pour s'établir à 2,7% en 2006 contre 1,9% en 2005 par suite du redressement des principales composantes de la demande.

Dans la Zone euro, la croissance s'est accélérée pour atteindre son rythme le plus rapide depuis six ans, grâce à la confiance accrue des chefs d'entreprise, à l'amélioration des marchés du travail et à des facteurs tels que la Coupe du monde de football et la poussée de la consommation en Allemagne. Le taux de progression du PIB de la Zone est ressorti à 2,6% contre 1,4% en 2005.

Dans les pays émergents, l'activité est restée soutenue à la faveur de la hausse des cours des produits de base, du dynamisme du commerce mondial, des avancées enregistrées en matière de réformes macroéconomiques et de l'afflux massif des investissements étrangers. Le PIB a progressé de 7,9% contre 7,5% en 2005. Cette tendance reflète des évolutions contrastées d'un groupe de pays à l'autre. En effet, le rythme de progression du PIB en Amérique latine s'est accéléré, en s'établissant à 5,5% contre 4,6% en 2005. La bonne tenue des investissements directs étrangers a continué de soutenir l'expansion économique dans cette région du monde. Au Mexique, le rythme de croissance économique estimé à 2,8% en 2005, s'est accéléré pour ressortir à 4,8% en 2006. Le pays a continué de tirer profit des investissements étrangers liés aux délocalisations. Au Brésil, le PIB s'est accru de 3,7%, après 2,9% en 2005, en relation avec la nouvelle orientation de la politique économique marquée par l'assainissement du cadre macroéconomique, la mise en oeuvre d'une politique monétaire et budgétaire prudente qui s'est traduite par l'accroissement de la consommation et des investissements. En Argentine, le taux de croissance du PIB s'est établi à 8,5% contre 9,2% en 2005. La vigueur de l'activité s'inscrit dans la tendance favorable observée depuis quatre années, après la mise en oeuvre du plan de stabilisation macroéconomique. Les exportations soutenues par de bonnes performances agricoles sont restées le principal moteur de la croissance.

Dans les pays émergents d'Asie, les économies continuent d'enregistrer des taux de croissance économique considérables, estimés à 9,4% en moyenne en 2006, sous l'impulsion de la demande intérieure, des investissements directs étrangers et des exportations. En particulier, la Chine a continué d'accroître sa production intérieure brute de l'ordre de 10,7%, les investissements directs étrangers et les exportations étant toujours stimulés par la faiblesse des coûts des facteurs.

En Inde, la croissance économique a atteint 9,2%, le même taux qu'en 2005. Le maintien de la croissance à un niveau aussi élevé est lié à la bonne tenue de la demande intérieure et des exportations de services. En Corée du Sud, le taux de croissance du PIB est ressorti à 5,0%, après 4,2% en 2005. L'économie a continué de bénéficier des délocalisations et de la bonne tenue des exportations de produits électroniques.

En Malaisie, la progression du PIB a atteint 5,9% contre 5,2% en 2005. La vigueur de l'activité est liée aux effets de la mise en oeuvre d'une politique fiscale favorable à la consommation des ménages et au redressement progressif du secteur touristique.

En Afrique subsaharienne, les économies continuent de maintenir la dynamique de croissance des années précédentes, affichant un taux global de croissance réelle du PIB de 5,5% en 2006 après 5,6% en 2005. Pas moins de 28 pays ont enregistré une amélioration de la croissance en 2006 par rapport à 2005. Seul le Zimbabwe a enregistré un taux de croissance négatif en 2006. Comme les années précédentes, la croissance a été soutenue par une amélioration de la gestion macroéconomique dans de nombreux pays et par une forte demande mondiale des principaux produits d'exportation africains, ce qui s'est traduit par une hausse des prix à l'exportation, en particulier les prix du pétrole brut, des métaux et des ressources minières. Cependant, le niveau relativement bas des prix des matières premières agricoles, notamment le coton et la persistance de troubles sociopolitiques dans plusieurs pays d'Afrique occidentale, orientale et australe ont limité les performances économiques du continent africain.

Au Nigéria, la croissance du PIB est ressortie à 5,3% en 2006, soit une baisse d'environ 2 points par rapport à 2005. Cette baisse est imputable à une diminution des performances dans le secteur pétrolier. Par contre, les secteurs non pétroliers ont enregistré une croissance de 8,9% en 2006, contre 8,6% en 2005 sous l'impulsion du secteur des télécommunications (32%), du commerce (13,7%), des manufactures (9,7%) et du secteur agricole (7,2%).

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la dynamique économique a été favorisée par de bonnes récoltes, en relation avec une pluviométrie globalement satisfaisante et bien répartie, ainsi que par une relative bonne tenue de la production industrielle. Le produit intérieur brut de l'Union a progressé, en termes réels, de 3,0% en 2006 contre 4,1% un an auparavant. La décélération de la croissance économique est liée à la persistance des difficultés éprouvées par certaines filières agricoles, à la crise du secteur de l'énergie consécutive à la flambée des cours du pétrole et à l'environnement sociopolitique dans certains Etats. Tous les Etats membres de l'Union ont enregistré des taux de croissance réels positifs de leur PIB par rapport à l'année précédente. Toutefois, le rythme de croissance s'est ralenti dans plusieurs pays.

Par pays, le taux de croissance se présente comme suit : Bénin (3,8%), Burkina (6,4%), Côte d'Ivoire (1,2%), Guinée-Bissau (1,8%), Mali (5,3%), Niger (4,8%), Sénégal (2,1%), Togo (1,9%).

La croissance a été réalisée dans un contexte marqué par un repli de l'inflation, avec un taux d'inflation annuel moyen de 2,3% en 2006 contre 4,3% en 2005. Le différentiel d'inflation ressort favorable à l'Union et atteint 6,7 points vis-à-vis des pays environnants, 3,1 points à l'égard des pays africains de la Zone franc. En revanche, l'écart des prix est défavorable à l'UEMOA, de 0,1 point par rapport aux pays industrialisés et de 0,1 point à l'égard de la Zone euro.

S'agissant de la situation des finances publiques, elle a été marquée par une amélioration des principaux soldes budgétaires. La croissance des recettes fiscales, qui a concerné tous les Etats membres, est liée aux mesures d'amélioration des recouvrements, notamment l'examen plus rigoureux des exonérations, l'intensification de la lutte contre la fraude, l'informatisation des régies et une plus grande collaboration entre celles-ci. L'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée en 2006, à l'échelle de l'Union, par un léger tassement du déficit global, hors dons, base engagements, qui s'est fixé à 1.288,5 milliards, soit 5,0% du PIB contre 5,3% en 2005. Toutefois, la situation des finances publiques est demeurée caractérisée par des tensions de trésorerie, notamment dans certains Etats de l'Union, se traduisant par des accumulations d'arriérés de paiement.

Au plan monétaire, la situation de l'Union à fin décembre 2006, a été caractérisée par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires, une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 589,0 milliards pour s'établir à 3.884,7 milliards à fin décembre 2006. Cette forte augmentation est liée, en partie, à l'annulation par le FMI de la dette de cinq pays de l'Union (Bénin, Burkina, Mali, Niger et Sénégal) au titre de l'IADM<sup>2</sup> pour un montant de 301,9 milliards.

Globalement, l'analyse de l'état de convergence révèle que la plupart des Etats de l'Union éprouvent des difficultés à faire converger leurs économies vers les objectifs communautaires.

## **1.2. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE**

L'année 2006 a marqué la reprise de l'activité économique au Bénin après quatre années de ralentissement du PIB. Le taux de croissance réelle de l'économie est, en effet, ressorti à 3,8% en 2006 contre 2,9% en 2005 et 3,1% en 2004. Cette performance s'est inscrite dans un contexte marqué par la bonne tenue des élections présidentielles de mars 2006, la restauration de la confiance au niveau des opérateurs économiques qui en a découlé, l'amélioration des relations avec le Nigeria grâce aux actions volontaristes des autorités politiques, l'augmentation de la production du coton et un environnement économique international difficile caractérisé notamment par la flambée des cours du pétrole.

Ce regain d'activité en 2006 s'explique essentiellement par la contribution du secteur primaire (2,1%), dont l'agriculture constitue la principale branche de création de richesse (1,9%), et du secteur tertiaire (1,1%) en liaison avec la hausse de la production du coton graine et la bonne tenue du secteur tertiaire. Du côté des emplois, la croissance économique est tirée principalement par la consommation finale (2,4%) et la variation des stocks (3,0%).

Toutefois, la reprise notée en 2006 reste limitée par la lenteur dans la mise en oeuvre des réformes structurelles, l'insuffisance des infrastructures économiques, la faible diversification de l'agriculture et les difficultés liées au délestage de l'énergie électrique.

<sup>2</sup> *IADM : Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale*

Cette reprise économique a été marquée par la poursuite des tensions inflationnistes. **En dépit de la flambée des cours du pétrole**, l'inflation a connu en 2006 une décélération, passant de 5,4% en 2005 à 3,8% en 2006, du fait de la baisse des prix des produits alimentaires. Elle reste toutefois au-dessus de la norme de l'UEMOA qui est de 3%

Au niveau **des finances publiques**, la gestion budgétaire au cours de l'année 2006 a été caractérisée par la mise en oeuvre de rigoureuses mesures d'assainissement. Au nombre de celles-ci, on note la limitation des ordres de paiement, la poursuite de l'informatisation et le renforcement des capacités des régies. Ainsi, à fin décembre 2006 il a été réalisé une nette amélioration du déficit budgétaire (déficit global base ordonnancement hors dons rapporté au PIB), qui est ressorti à 2,6% du PIB contre 4,6% en 2005, en raison de la baisse des dépenses de l'ordre de 1,9% et de l'accroissement des recettes de 8,8%.

S'agissant de **la situation monétaire** à fin décembre 2006, la **masse monétaire** s'est traduite par une expansion de 18,1% due essentiellement à l'amélioration de 144,4 milliards des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ; le crédit intérieur ayant connu une baisse de 23,5 milliards. Cette baisse du crédit intérieur résulte de l'amélioration de 64,3 milliards de la Position Nette du Gouvernement. Les crédits à l'économie se sont élevés à 415,8 milliards à fin décembre 2006, en hausse de 40,7 milliards, soit 10,8% par rapport à décembre 2005.

**Les échanges extérieurs** se sont soldés par un excédent global de 131,2 milliards (5,3% du PIB) après 49,2 milliards (3,8% du PIB) en 2005. Cette évolution traduit non seulement une réduction du déficit des transactions courantes qui est passé de 119,3 milliards en 2005 à 112,9 milliards en 2006, mais également un accroissement de 42,8% du compte de capital et d'opérations financières, en relation entre autres, avec les économies de charges obtenues à la suite de la mise en oeuvre de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) par le FMI.

## 2

# BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

*Les transactions courantes en 2006 ont été caractérisées par une amélioration de 6,4 milliards sous l'effet d'un accroissement de 48,5 milliards des transferts courants atténué par :*

- ✓ *un alourdissement de 10,6 milliards du déficit commercial ;*
- ✓ *une dégradation de 25,7 milliards des services ;*
- ✓ *une aggravation de 6,0 milliards du déficit de la balance des revenus.*

Au cours des cinq dernières années, l'évolution des balances des paiements élaborées conformément à la méthodologie de la 5<sup>ème</sup> édition du manuel du FMI, résumée dans les tableaux ci-après, indique un compte courant structurellement déficitaire dont les effets sont atténués par un compte de capital et d'opérations financières excédentaire.

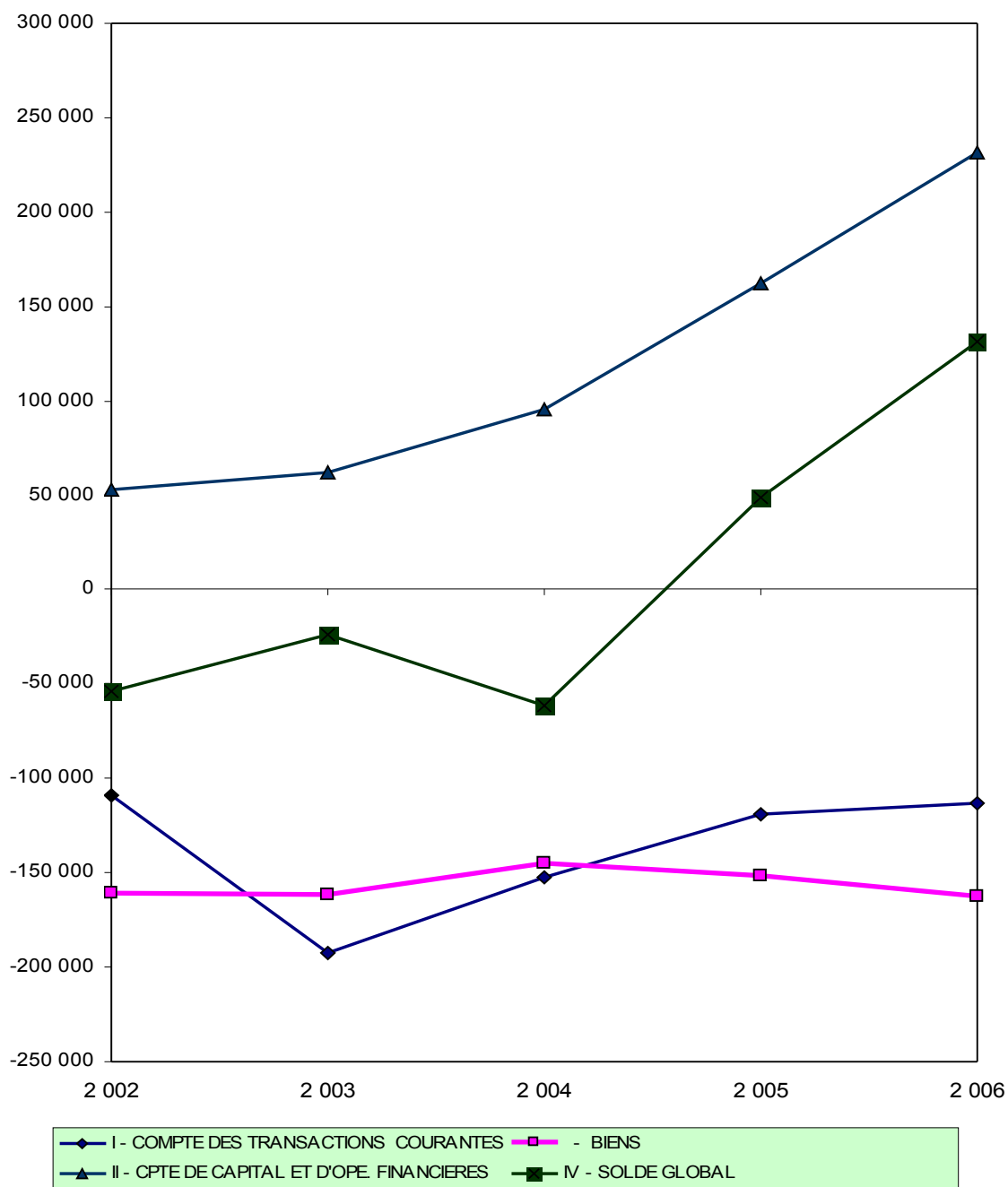
Après les trois déficits successifs de 2002 à 2004, les comptes extérieurs du Bénin ont renoué avec un solde excédentaire de 49,2 milliards en 2005.

L'année 2006 a été marquée par une nette consolidation des réserves qui ont atteint 131,2 milliards.

<b>Tableau n°1 : Soldes de la balance des paiements</b>					
(Optique BCEAO)					
(Million de FCFA)					
	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006
<b>I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-108 866</b>	<b>-192 498</b>	<b>-152 406</b>	<b>-119 253</b>	<b>-113 055</b>
- BIENS	-161 042	-161 514	-144 463	-151 597	-162 231
. Marchandises générales	-164 263	-166 495	-149 730	-158 386	-166 894
. Autres biens	3 221	4 981	5 267	6 789	4 663
- SERVICES	-39 472	-47 432	-37 784	-45 000	-70 679
. Transport	-89 682	-90 820	-73 763	-74 599	-98 105
dont Fret	-72 633	-74 770	-67 518	-67 743	-88 011
. Voyages	51 068	49 521	47 207	40 345	42 890
. Autres	-858	-6 133	-11 228	-10 746	-15 464
- REVENUS	-18 013	-22 140	-19 547	-9 367	-15 383
. Intérêts sur dette publique	-12 586	-11 292	-9 274	-8 643	-7 338
TOTAL DES BIENS, SERVICES ET REVENUS	-218 527	-231 086	-201 794	-205 964	-248 293
- TRANSFERTS COURANTS	109 661	38 588	49 388	86 711	135 238
. Administrations publiques	54 398	8 776	13 286	23 095	56 007
. Autres secteurs	55 263	29 812	36 102	63 616	79 231
<b>II - CPTÉ DE CAPITAL ET D'OPE. FINANCIERES</b>	<b>53 144</b>	<b>62 401</b>	<b>95 919</b>	<b>162 174</b>	<b>231 601</b>
- CPTÉ DE CAPITAL	44 026	36 974	42 499	64 293	603 848
. Transfert de capital	44 026	36 989	42 514	64 293	603 867
. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers	0	-15	-15	0	-19
- CPTÉ D'OPERATIONS FINANCIERES (hors avoirs de réserve)	9 118	25 427	53 420	97 881	-372 247
. Investissements directs	8 474	25 815	34 420	28 182	28 722
. Investissements de portefeuille	405	-953	-2 702	2 012	3 034
. Autres investissements	239	565	21 702	67 687	-404 003
<b>FINANCEMENT EXCEPTIONNEL (Pour mémoire)</b>	<b>18 293</b>	<b>18 487</b>	<b>15 251</b>	<b>12 043</b>	<b>560 508</b>
<b>III - ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	<b>1 823</b>	<b>106 207</b>	<b>-5 144</b>	<b>6 261</b>	<b>12 625</b>
dont "Ajustement suite révision de la circulation fiduciaire"		110 976	0	0	0
<b>IV - SOLDE GLOBAL</b>	<b>-53 899</b>	<b>-23 890</b>	<b>-61 631</b>	<b>49 182</b>	<b>131 171</b>
<b>V - AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>53 899</b>	<b>23 890</b>	<b>61 631</b>	<b>-49 182</b>	<b>-131 171</b>
. Autorités monétaires	54 546	-5 280	70 941	-68 337	-111 775
dont contrepartie de réévaluation	636	5 073	734	99	110
. Banques	-647	29 170	-9 310	19 155	-19 396

Source : BCEAO

Graphique n°1 : Evolution de la balance des paiements de 2002 à 2006



Le solde des transactions courantes qui regroupe celui des biens, des services, des revenus et des transferts courants, poursuivant la tendance observée en 2004, a enregistré de nouveau, une amélioration de 6.319,0 millions, pour s'établir à -113.055,0 millions contre -119.253,0 millions en 2005, essentiellement à la suite d'une évolution favorable des transferts courants.

<b>Tableau n°2 : Présentation détaillée de la balance des paiements de l'année 2006</b>			
<b>(Optique BCEAO)</b>			
<b>(en millions F CFA)</b>			
	<b>Crédit</b>	<b>Débit</b>	<b>Solde</b>
<b>Biens</b>	<b>384 582,0</b>	<b>546 813,0</b>	<b>-162 231,0</b>
. Marchandises générales	377 885,0	544 779,0	-166 894,0
. Autres biens	6 697,0	2 034,0	4 663,0
<b>Services</b>	<b>113 503,0</b>	<b>184 182,0</b>	<b>-70 679,0</b>
. Transports	15 282,0	113 387,0	-98 105,0
dont fret	103,0	88 114,0	-88 011,0
. Voyages	60 791,0	17 901,0	42 890,0
. Services fournis ou reçus par les administrations	10 761,0	5 246,0	5 515,0
. Autres services	26 669,0	47 648,0	-20 979,0
<b>Revenus</b>	<b>26 259,0</b>	<b>41 642,0</b>	<b>-15 383,0</b>
. Revenus salariés	4 866,0	4 535,0	331,0
. Revenus des investissements	21 393,0	37 107,0	-15 714,0
dont intérêts sur dette publique		7 338,0	-7 338,0
<b>Transferts courants</b>	<b>165 145,0</b>	<b>29 907,0</b>	<b>135 238,0</b>
. Administrations publiques	57 683,0	1 676,0	56 007,0
. Autres secteurs	107 462,0	28 231,0	79 231,0
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>689 489,0</b>	<b>802 544,0</b>	<b>-113 055,0</b>
<b>Compte de capital</b>	<b>607 037,0</b>	<b>3 189,0</b>	<b>603 848,0</b>
- Transferts de capital	607 037,0	3 170,0	603 867,0
. Administrations publiques	589 690,0		589 690,0
. Autres secteurs	17 347,0	3 170,0	14 177,0
- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits		19,0	-19,0
<b>Compte d'opérations financières</b>	<b>264 079,0</b>	<b>636 326,0</b>	<b>-372 247,0</b>
<b>Compte de capital et d'op.financières</b>	<b>871 116,0</b>	<b>639 515,0</b>	<b>231 601,0</b>
<b>Financement exceptionnel (Pour mémoire)</b>	<b>560 508,0</b>		<b>560 508,0</b>
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>12 625,0</b>		<b>12 625,0</b>
<b>Solde global</b>	<b>1 573 230,0</b>	<b>1 442 059,0</b>	<b>131 171,0</b>
<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>60 281,0</b>	<b>191 452,0</b>	<b>-131 171,0</b>
- Autorités monétaires	6 746,0	118 521,0	-111 775,0
- Contrepartie de réévaluation de FMI (PM)	112,0	2,0	110,0
- Banques	53 535,0	72 931,0	-19 396,0

Source : BCEAO



Le déficit du commerce extérieur s'est accru de 5,2% pour s'établir à 162.231,0 millions en 2006 contre 151.597,0 millions l'année précédente. Le solde des services quant à lui, affiche un déficit plus important de 70.679 millions par rapport au niveau de 45.000,0 millions enregistré en 2005, soit une dégradation de 57,1%, essentiellement induite par le frêt.

S'agissant de la balance des revenus, son solde déficitaire ressort à 15.383,0 millions, en dégradation de 6,0 milliards par rapport à 2005. Pour leur part, les transferts courants affichent en 2006, un solde excédentaire de 135.238,0 millions contre un niveau de 86.711,0 millions, l'année précédente.

L'évolution de la balance courante sur les cinq dernières années se présente comme suit :

**Tableau n°3 : Balance des paiements courants**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b>Biens (FOB - FOB)</b>	<b>-161 042,0</b>	<b>-161 514,0</b>	<b>-144 463,0</b>	<b>-151 597,0</b>	<b>-162 231,0</b>
<i>dont : marchandises</i>	-164 263,0	-166 495,0	-149 730,0	-158 386,0	-166 894,0
<b>Services Nets</b>	<b>-39 472,0</b>	<b>-47 432,0</b>	<b>-37 784,0</b>	<b>-45 000,0</b>	<b>-70 679,0</b>
<b>Revenus Nets</b>	<b>-18 013,0</b>	<b>-22 140,0</b>	<b>-19 547,0</b>	<b>-9 367,0</b>	<b>-15 383,0</b>
<b>Transferts courants Nets</b>	<b>109 661,0</b>	<b>38 588,0</b>	<b>49 388,0</b>	<b>86 711,0</b>	<b>135 238,0</b>
<b>Bal. des Paiements Courants ( BPC)</b>	<b>-108 866,0</b>	<b>-192 498,0</b>	<b>-152 406,0</b>	<b>-119 253,0</b>	<b>-113 055,0</b>
<b>Bal. des Paiements Courants Hors Dons officiels ( BPCHD)</b>	<b>-163 264,0</b>	<b>-201 274,0</b>	<b>-165 692,0</b>	<b>-142 348,0</b>	<b>-169 062,0</b>
<b>PIB à prix courants</b>	1 956 900,0	2 067 400,0	2 144 700,0	2 298 700,0	2 459 403,1
<b>BPC/PIB ( %)</b>	<b>-5,56</b>	<b>-9,31</b>	<b>-7,1</b>	<b>-5,2</b>	<b>-4,6</b>
<b>BPCHD/PIB ( %)</b>	<b>-8,34</b>	<b>-9,74</b>	<b>-7,7</b>	<b>-6,2</b>	<b>-6,9</b>

Source : BCEAO

## 2.1. L'EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

**Tableau n°4 : Evolution de la balance commerciale de 2002 à 2006**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
- Exportations de biens (1)	312 134,0	314 337,2	300 366,0	305 022,0	384 582,0
<i>dont réexportation</i>	164 926,3	146 242,0	120 547,3	133 398,8	247 300,3
- Importations de biens (2)	-473 176,0	-475 851,0	-444 829,0	-456 619,0	-546 813,0
<i>dont importations pour réexportation</i>	-86 012,2	-74 846,8	-59 837,9	-70 916,5	-132 322,6
<b>BALANCE COMMERCIALE</b>	<b>-161 042,0</b>	<b>-161 513,8</b>	<b>-144 463,0</b>	<b>-151 597,0</b>	<b>-162 231,0</b>
<b>BALANCE COMMERCIALE (hors réexportation)</b>	<b>-239 956,1</b>	<b>-232 909,0</b>	<b>-205 172,4</b>	<b>-214 079,3</b>	<b>-277 208,7</b>
<b>taux de couverture (1) / (2) (en %)</b>	<b>-66,0</b>	<b>-66,1</b>	<b>-67,5</b>	<b>-66,8</b>	<b>-70,3</b>

Source : BCEAO

Au terme de l'année 2006, les performances en matière de commerce extérieur se sont inscrites en deçà de celles observées en 2005. Elles ont été marquées par une importante chute de la production cotonnière, principal produit d'exportation et une progression sensible

des importations, entraînant du coup une détérioration du déficit commercial, qui s'est aggravé de 10.634,0 millions, ressortant à 162.231,0 millions contre 151.597,0 millions en 2005. Toutefois, en pourcentage du PIB, le déficit commercial est resté stable d'une année à l'autre, soit 6,6%..

### 2.1.1. Les exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques du commerce extérieur élaborées par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), les exportations FOB de biens du Bénin sont arrêtées en 2006 à 384.582,0 millions contre 305.022,0 millions, soit une hausse de 26,1 % d'une année à l'autre. Les transactions relatives à la réexportation affichent un niveau de 247.300,3 millions contre 133.398,8 millions en 2005. Quant aux autres exportations, à savoir les opérations d'avitaillement notamment, elles s'élèvent à 6.697,0 millions. Leur évolution sur les cinq dernières années est retracée comme suit :

Tableau n° 5 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
- Marchandises générales	308 263,6	309 234,2	293 649,0	297 011,0	377 885,0
<i>dont réexportation</i>					
- Biens exportés pour transformation	-	-	-	-	-
- Réparations de biens	0,0	10,0	11,0	0,0	18,0
- Achats de biens dans les ports	3 871,0	5 093,0	6 706,0	8 011,0	6 679,0
- Or non monétaire	-	-	-	-	-
<b>TOTAL EXPORTATIONS</b>	<b>312 134,6</b>	<b>314 337,2</b>	<b>300 366,0</b>	<b>305 022,0</b>	<b>384 582,0</b>

Sources : INSAE-BCEAO

#### 2.1.1.1. Les exportations de marchandises générales

Comme l'indique le tableau n° 6 ci-dessous, les exportations de marchandises générales ajustées ont augmenté de 80.874 millions (27,2%) ressortant à 377.886,0 millions contre 297.011,0 millions en 2005. Elles représentent 98,3% de l'ensemble des exportations de biens contre une moyenne de 98,1% pour les cinq dernières années. La réexportation totale (officielle et non enregistrée) y compte pour environ 65,4%.

Tableau n° 6 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002	2003	2 004	2 005	2 006
Produits du coton	100 279	117 251	114 351	97 078	56 064
Produits du palmier	101	1 692	1 178	230	2 309
Autres produits	67 145	38 903	43 205	55 941	58 507
<b>Total statistiques officielles</b>	<b>167 525</b>	<b>157 846</b>	<b>158 733</b>	153 249	116 706
Ajustement de champ	140 737	151 388	134 916	143 762	261 179
<i>dont réexportation</i>	121 922	131 631	114 172	121 981	143 582
Mouvements d'entrepôts	-	-	-	-	-
<b>Exportations totales ajustées</b>	<b>308 263</b>	<b>309 234</b>	<b>293 649</b>	<b>297 012</b>	<b>377 885</b>

Source : INSAE-BCEAO

Avec la chute de la production cotonnière, la structure des exportations officielles du Bénin a varié d'une année à l'autre, mais reste caractérisée par la prépondérance des produits du coton, dont l'importance est en baisse depuis 2003, passant de 74,3% à 72,0% en 2004 avant de se situer à 63,3% en 2005 et 48,0% en 2006, sous l'effet conjugué des dysfonctionnements de la filière et de la chute des cours du coton.

Tableau n° 7 : Structure des exportations par principaux produits de 2002 à 2006

*(en %)*

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Produits du coton</b>	<b>59,9</b>	<b>74,3</b>	<b>72,0</b>	<b>63,3</b>	<b>48,0</b>
-Fibres de coton	55,7	70,2	69,4	58,9	42,2
-Graines de coton	1,3	0,9	0,1	0,6	0,3
-Tourteaux de coton	2,1	2,5	1,9	1,2	1,5
<b>Produits du palmier</b>	<b>0,1</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>2,0</b>
-Huile de palme	0,1	1,1	0,5	0,2	1,4
-Huile de palmiste					
-Tourteaux de palmistes	0,0	0,0	0,3	0,0	0,6
<b>Autres produits</b>	<b>40,1</b>	<b>24,6</b>	<b>27,2</b>	<b>36,5</b>	<b>50,1</b>
dont :					
- Viandes et abats comestibles	13,9	0,0	0,0	0,0	0,0
- Graines et fruits oléagineux*	0,7	2,5	1,9	1,6	2,6
- Noix d'anacarde	7,1	5,2	5,5	6,9	7,4
- Crustacés	1,3	0,7	0,2	0,4	0,4
- Tabacs et cigarettes	1,5	3,6	6,5	6,7	15,7
- Sucre	3,7	6,4	0,0	0,9	2,2
- Boissons	0,7	0,3	0,1	0,1	2,4
- Bois et ouvrages en bois	3,0	1,7	1,3	1,8	0,0
- Métaux précieux	5,5	2,0	0,2	2,4	3,1
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : *INSAE*

\* Graines de karité et amandes de palmistes.

La forte progression de la réexportation en 2006 est imputable d'une part, à l'amélioration des relations commerciales avec le Nigéria et d'autre part, à l'accroissement de la réexportation de produits pétroliers en direction des pays de l'hinterland, en l'occurrence le Mali (69.332,4 millions).

S'agissant des exportations de coton, le repli des ventes est essentiellement lié à la chute de la production enregistrée au cours de la campagne 2005/2006. Au cours de la période, les prix sur les marchés internationaux ont évolué à la hausse passant de 551,1 FCFA/kg à 631,5 FCFA/kg, soit une progression de 14,6%. Cette situation a réduit l'impact de la baisse de la production sur les recettes d'exportation de coton. Ainsi, les ventes à l'étranger de coton fibre ressortent à 49.362,0 millions contre 90.262,0 millions en 2005, soit une baisse de 45,3%, pour des quantités vendues en net repli de 52,3% correspondant à 78.150 tonnes contre 163.797 tonnes.

Quant aux exportations de produits de palmier, le mouvement observé en 2005 s'est inversé. Les ventes se sont accrues de 2.078,8 millions. Elles ressortent à 2.309,2 millions en 2006 contre 230,4 millions en 2005.

L'évolution des exportations en volume et en valeur entre 2005 et 2006 se présente comme suit :

Tableau n° 8 : Exportations FOB par grands groupes de produits en 2005 et 2006 (Volumes et Valeurs)

	Quantité (tonnes)		Variation (%)	valeur en millions FCFA		Variation (%)
	2005	2006		2005	2006	
<b>PRODUITS DU COTON</b>	<b>250 845,5</b>	<b>155152,9</b>	<b>-38,1</b>	<b>97 077,6</b>	<b>56 063,8</b>	<b>-42,2</b>
- Fibres de coton	163 797,0	78172,5	-52,3	90 261,7	49 362,6	-45,3
- Graines de Coton	23 010,7	7075,0	-69,3	912,5	328,8	-64,0
- tourteaux de coton	55 032,7	59845,6	8,7	1 847,1	1 791,6	-3,0
- Huile de coton	9 005,1	10059,8	11,7	4 056,3	4 580,8	12,9
<b>PRODUITS DU PALMIER</b>	<b>556,8</b>	<b>4911,8</b>	<b>782,1</b>	<b>230,4</b>	<b>2 309,2</b>	<b>902,3</b>
- Huile de palme	556,8	4896,8	779,5	230,4	1 654,2	618,0
- Huile de palmiste	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-
- Tourteaux de palmistes	0,0	15,0	-	0,0	655,0	-
<b>AUTRES PRODUITS</b>	<b>300 997,7</b>	<b>276680,0</b>	<b>-8,1</b>	<b>55 941,2</b>	<b>58 506,6</b>	<b>4,6</b>
dont :						
- Viandes et abats comestibles	0,0	0,0		0,0	0,0	
- Graines et fruits oléagineux*	17 110,0	22211,0	29,8	2 320,1	2 991,2	28,9
- Noix d'anacarde	42 871,8	40727,5	-5,0	10 524,1	8 602,0	-18,3
- Crustacés	175,1	82,5	-52,9	646,7	521,1	-19,4
- Tabacs et cigarettes	1 584,3	2458,2	55,2	10 300,7	18 390,6	78,5
-Sucre et sucrerie	6 160,0	10129,8	64,4	1 455,6	2 546,1	74,9
- Boissons	742,9	208,0	-72,0	155,4	29,3	-81,1
- Bois et ouvrages en bois	20 515,1	20518,6	0,0	2 727,4	2 277,3	-16,5
- Métaux précieux	3,7	3,6	-2,7	3 720,9	3 576,2	-3,9
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>552 400,0</b>	<b>436744,7</b>	<b>-20,9</b>	<b>153 249,2</b>	<b>116 879,6</b>	<b>-23,7</b>

Source : INSAE

\* Graines de karité et amandes de palmistes.

**Encadré n° 1** : La nécessité d'une diversification de l'agriculture béninoise

L'une des caractéristiques structurelles de l'économie béninoise est sa faible diversification. Le coton qui a longtemps contribué à la croissance et au financement de l'économie, a connu au cours de ses trois dernières années une diminution de la production liée à des dysfonctionnements au niveau de la filière et à la baisse de ses cours internationaux.

En conséquence, le gouvernement a décidé d'adjoindre aux différentes réformes macroéconomiques et structurelles, une vraie politique de diversification de l'économie. Ainsi, il a été procédé à l'identification des grappes sectorielles de projets capables de relancer la croissance et de rendre l'économie moins vulnérable aux chocs exogènes.

Dans ce cadre, plusieurs programmes sont actuellement mis en œuvre, pour opérationnaliser les objectifs du gouvernement en matière de diversification de l'économie. L'un des principaux est le Programme " Amélioration de la Productivité et de la Production Agricole " qui appuie le développement des filières industrielles et agro-industrielles ainsi que le développement des infrastructures de stockage et de conservation des produits agricoles, animales et halieutiques avec l'appui de la Direction de l'Agriculture (DAGRI) et de la Direction des Pêches (DPECHES). Les filières les plus avancées sont : les filières ananas, anacarde, crevettes et dans une moindre mesure le riz. La filière palmier à huile traverse actuellement une instabilité due surtout à des conflits et contradictions qui minent les coopératives d'aménagement rurales.

**Source** : *Rapport d'avancement de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2007, août 2007*

Quant aux autres produits exportés, ils représentent environ 50% de l'ensemble des exportations officielles et sont essentiellement dominés par deux produits à savoir : le tabac et les cigarettes (15,7%) et les noix de cajou (7,4%).

Dans ce registre, les ventes à l'extérieur de tabacs et cigarettes ont enregistré une progression de 78,5% et ont atteint 18.390,6 millions contre 10.300,7 millions 2005. Cette évolution s'explique par le dénouement des problèmes d'exportation en direction des pays de l'UEMOA. Avec ce niveau de vente, les tabacs et les cigarettes deviennent le 2ème produit le plus important à l'exportation après le coton.

S'agissant des exportations de noix de cajou, elles ont diminué en 2006, passant de 10.524,1 millions en 2005 à 8.602,0 millions.

Par ailleurs, avec la reprise des activités de la société sucrière, les ventes de sucres ont augmenté de 74,9% et ressortent à 2.546,1 millions contre 1.455,6 millions en 2005.

Le solde nul des exportations de viandes et abats comestibles observé depuis 2003 est imputable aux mesures prohibitives prises par le Nigeria qui interdit la réexportation de ce produit vers son territoire. Toutefois, une fois importé, le produit est mis en consommation et réexporté vers le Nigeria par le canal non enregistré.

L'évolution des exportations au cours des cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau n°9 : Evolution des exportations par principaux produits de 2002 à 2006

(en millions de F.CFA)

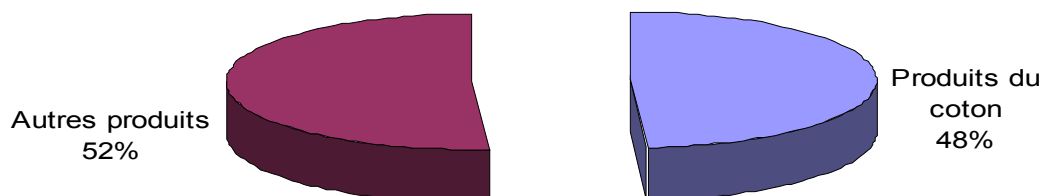
RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Produits du coton</b>	<b>100 278,6</b>	<b>117 251,1</b>	<b>114 350,7</b>	<b>97 077,6</b>	<b>56 063,8</b>
- Fibres de coton	93 362,6	110 856,3	110 177,1	90 261,7	49 362,6
- Graines de coton	2 163,1	1 359,8	196,0	912,5	328,8
- Tourteaux de coton	3 582,0	3 885,7	3 082,5	1 847,1	1 791,6
- Huile de coton	1 170,9	1 149,3	895,1	4 056,3	4 580,8
<b>Produits du palmier</b>	<b>101,4</b>	<b>1 692,0</b>	<b>1 177,9</b>	<b>230,4</b>	<b>2 309,2</b>
- Huile de palme	101,4	1 681,7	777,9	230,4	1 654,2
- Huile de palmiste	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Tourteaux de palmistes	0,0	10,4	400,0	0,0	655,0
<b>Autres produits</b>	<b>67 145,3</b>	<b>38 903,3</b>	<b>43 204,4</b>	<b>55 941,2</b>	<b>58 333,0</b>
dont:					
- Viandes et abats comestibles	23 241,6	0,0	55,3	0,0	0,0
- Graines et fruits oléagineux*	1 204,0	3 903,7	3 052,0	2 409,0	2 991,2
- Noix d'anacarde	11 946,2	8 198,7	8 776,0	10 524,1	8 602,0
- Crustacés	2 151,6	1 082,6	329,9	646,7	521,1
- Tabacs et cigarettes	2 485,7	5 697,8	10 275,2	10 300,7	18 390,6
- Sucre	6 160,0	10129,8	64,4	1 455,6	2 546,1
- Boissons	1 228,1	409,7	131,1	155,4	2 776,7
- Bois et ouvrages en bois	4 972,8	2 683,3	2 022,1	2 727,4	29,3
- Métaux précieux	9 273,1	3 160,8	380,5	3 720,9	3 576,2
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>167 525,3</b>	<b>157 846,4</b>	<b>158 733,0</b>	<b>153 249,2</b>	<b>116 706,0</b>

Source : *INSAE*

\* Graines de karité et amandes de palmistes.

### 2.1.1.2. La structure des exportations de marchandises

Graphique n° 2 : Structure des exportations par groupe de produits

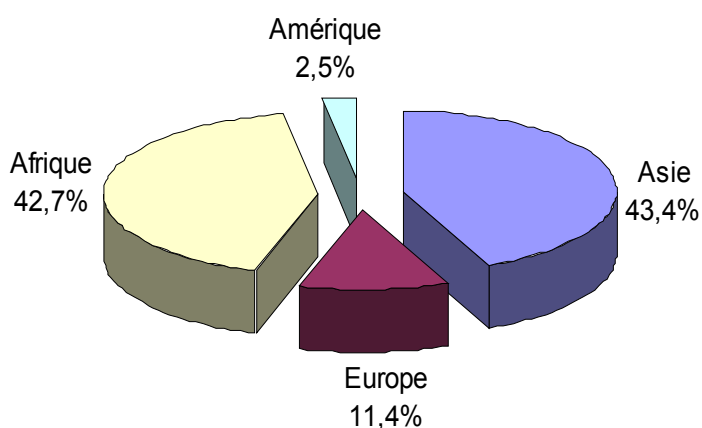


Comme indiqué ci-dessous, l'agriculture de l'économie béninoise reste dominée par le coton en tant que principale culture de rente. Les exportations des produits du coton ont représenté 48,0% de l'ensemble des exportations contre 63,3% en 2005, marquant ainsi un recul de 15,3% au profit des " autres produits " dont la part s'est accrue de 13,6 points de pourcentage en passant de 36,5% à 52,0% d'une année à l'autre.

### 2.1.1.3. La répartition géographique des exportations

En 2006, l'analyse des flux officiels (Source INSAE<sup>3</sup>) non corrigés indique une modification de la répartition spatiale des exportations du Bénin. Cependant, l'Asie reste la destination privilégiée des exportations béninoises avec 43,4% de part de marché après avoir perdu 16,4 points de pourcentage, au profit de l'Afrique et de l'Amérique qui en ont gagné respectivement 14,8 et 2,0 points de pourcentage. Cette situation s'explique par la chute de la production cotonnière qui est le principal produit exporté vers cette direction. Ce repli a essentiellement affecté les exportations vers la Chine alors que l'Inde (+1,7%) et la Thaïlande (0,6%) ont vu leurs importations en provenance du Bénin s'accroître. L'Europe détient 11,4 % des parts de marché en 2006 contre 11,8% en 2005 et est positionnée comme 3<sup>ème</sup> partenaire commercial du Bénin après l'Afrique avec 42,8% de parts de marché.

Graphique n° 3 : Orientation géographique des exportations en 2006



En Afrique, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Nigéria et le Ghana sont les principaux partenaires du Bénin, leurs importations en provenance du Bénin s'étant accrues d'une année à l'autre.

Le détail des exportations par grandes destinations se résume comme ci-après :

<sup>3</sup> INSAE : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

Tableau n° 10 : Répartition géographique des exportations du Bénin en 2005 et 2006

	2005	2006	2005	2006
	Valeur (En millions de FCFA)		Part relative (%)	
<b>ASIE dont :</b>	<b>91 568,0</b>	<b>50 648,0</b>	<b>59,8</b>	<b>43,4</b>
. Chine	55 400,0	28 026,0	36,2	24,0
. Taïwan	1 960,0	417,0	1,3	0,4
. Vietnam	0,0	0,0	0,0	0,0
. Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0
. Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0
. Bangladesh	0,0	0,0	0,0	0,0
. Thaïlande	5 591,0	5 002,0	3,6	4,3
. Inde	10 584,0	10 078,0	6,9	8,6
<b>EUROPE</b>	<b>18 029,0</b>	<b>13 265,0</b>	<b>11,8</b>	<b>11,4</b>
- Union Européenne dont	15 295,0	12 540,0	10,0	10,7
- Belgique	822,0	280,0	0,5	0,2
. France	4 478,0	3 806,0	2,9	3,3
. Allemagne	1 212,0	155,0	0,8	0,1
. Espagne	2 284,0	1 090,0	1,5	0,9
-Portugal			0,0	0,0
-Pays bas	183,0	82,0		
. Italie	2 253,0	1 079,0	1,5	0,9
Autres pays d'Europe	2 734,0	725,0	1,8	0,6
<b>AFRIQUE</b>	<b>42 846,0</b>	<b>49 751,0</b>	<b>28,0</b>	<b>42,6</b>
- <b>UEMOA dont :</b>	<b>21 136,0</b>	<b>27 647,0</b>	<b>13,8</b>	<b>23,7</b>
. Burkina	1 155,0	4 185,0	0,8	3,6
. Côte d'Ivoire	2 369,0	6 721,0	1,5	5,8
. Niger	8 048,0	8 368,0	5,3	7,2
. Mali	4 052,0	3 938,0	2,6	3,4
. Sénégal	224,0	1 451,0	0,1	1,2
. Togo	5 284,0	2 984,0	3,4	2,6
- Ghana	2 895,0	4 502,0	1,9	3,9
- Nigéria	8 812,0	10 161,0	5,8	8,7
- Afrique du Sud	1 395,0	1 304,0	0,9	1,1
<b>AMERIQUE dont :</b>	<b>740,0</b>	<b>2 929,0</b>	<b>0,5</b>	<b>2,5</b>
. USA	66,0	93,0	0,0	0,1
. Canada	2,0	3,0	0,0	0,0
. Brésil	0,0	2 521,0	0,0	2,2
. Colombie			0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>65,0</b>	<b>113,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>153 248,0</b>	<b>116 706,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INSAE



S'agissant des exportations du Bénin à destination des pays de l'UEMOA, elles se sont accrues de 30,8%, ressortant à 27.647,0 millions contre 21.136,0 millions en 2005. Cette évolution est le résultat de transactions plus importantes vers la Côte d'Ivoire (+4,2%), le Burkina Faso (+2,8%), le Niger (1,9%) et le Sénégal (1,1%). Ces pays, représentent près de 75% des exportations du Bénin vers la sous-région. Les principaux produits expédiés vers ces destinations sont les cigarettes, le ciment, les matériaux de construction (fers et produits en acier).

**Tableau n° 11 : Exportations vers les pays de l'UEMOA**

(Montant millions FCFA)

PAYS		2002	2003	2004	2005	2006
NIGER	montant	3 571,1	4 502,4	9 446,2	8 048,0	8 368,0
	%	41,5	28,7	37,4	38,1	30,3
COTE D'IVOIRE	montant	802,0	793,5	590,5	2 369,0	6 721,0
	%	9,3	5,1	2,3	11,2	24,3
BURKINA	montant	773,3	1 253,0	2 310,7	1 155,0	4 185,0
	%	9,0	8,0	9,1	5,5	15,1
MALI	montant	41,5	234,7	3 880,5	4 052,0	3 938,0
	%	0,5	1,5	15,3	19,2	14,2
TOGO	montant	2 876,4	7 206,2	7 661,6	5 284,0	2 984,0
	%	33,4	46,0	30,3	25,0	10,8
SENEGAL	montant	541,4	1 684,0	1 401,5	224,0	1 451,0
	%	6,3	10,7	5,5	1,1	5,2
GUINEE BISSAU	montant	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0
	%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>		<b>8 605,7</b>	<b>15 673,8</b>	<b>25 291,0</b>	<b>21 136,0</b>	<b>27 647,0</b>
<b>Variation annuelle</b>		<b>19,8%</b>	<b>82,1%</b>	<b>61,4%</b>	<b>-16,4%</b>	<b>30,8%</b>

Source : INSAE

Pour ce qui concerne les exportations en direction de la CEDEAO, elles sont ressorties en hausse de 29,5%, s'établissant à 42.649,0 millions en 2006 contre 32.939,0 millions en 2005. Cette évolution est imputable à l'accroissement des exportations de tabacs et cigarettes (+72,8%) contribuant à plus de 75% à cette hausse des flux.

**Tableau n° 12 : Evolution des principaux produits exportés vers la CEDEAO**

PRODUITS	2005		2006	
	Valeur (millions de FCFA)	Proportion (%)	Valeur (millions de FCFA)	Proportion (%)
PRODUITS DE LA MINOTERIE; MALT; AMIDONS ET FECULES; INULINE	2 451	7,4%	1 277	3,0%
GRAISSES ET HUILES ANIMALES OU VEGETALES ; PRODUITS DE LEUR DISSOCIATION	4 955	15,0%	8 064	18,9%
PREPARATIONS DE VIANDES, DE POISSONS OU DE CRUSTACES ET DE MOLLUSQUE	4	0,0%	0	0,0%
TABACS ET SUCCEDANES DE TABAC FABRIQUES	10 144	30,8%	17 525	41,1%
CIMENTS PORTLAND AUTRES QUE BLANCS	3 108	9,4%	2 818	6,6%
AUTRES CIMENTS HYDRAULIQUES	2 959	9,0%	2 087	4,9%
PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUES; COMPOSES INORGANIQUES	28	0,1%	28	0,1%
FONTE, FER ET ACIER	1 222	3,7%	2 257	5,3%
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>24 871</b>	<b>75,5%</b>	<b>34 055</b>	<b>79,8%</b>
<b>TOTAL EXPORT</b>	<b>32 939</b>	<b>100%</b>	<b>42 649</b>	<b>100%</b>

Source : INSAE

En intégrant les données du commerce transfrontalier non contrôlé ainsi que les corrections du commerce<sup>4</sup> intra UEMOA, la structure des exportations change et l'Afrique devient le premier partenaire pour le Bénin avec 82,3% des exportations. Cette nouvelle structure des échanges confert une place de choix pour le Nigeria qui devient, la première destination des ventes du Bénin avec 30,5% de parts. La nouvelle structure des partenaires commerciaux du Bénin à l'exportation se présente comme suit :

**Tableau n° 10 bis : Répartition géographique des exportations du Bénin en 2005 et 2006**

(Flux total : officiel+non contrôlé)

	2006	2006
	En millions de FCFA	Part relative
<b>ASIE dont :</b>	<b>50 648,0</b>	<b>13,4</b>
. Chine	28 026,0	7,4
. Taïwan	417,0	0,1
. Vietnam	0,0	0,0
. Pakistan	0,0	0,0
. Indonésie	0,0	0,0
. Bangladesh	0,0	0,0
. Thaïlande	5 002,0	1,3
. Inde	10 078,0	2,7
<b>EUROPE</b>	<b>13 265,0</b>	<b>3,5</b>
- Union Européenne dont	12 540,0	3,3
- Belgique	280,0	0,1
. France	3 806,0	1,0
. Allemagne	155,0	0,0
. Espagne	1 090,0	0,3
-Portugal		0,0
-Pays bas	82,0	
. Italie	1 079,0	0,3
Autres pays d'Europe	725,0	0,2
<b>AFRIQUE</b>	<b>310 930,0</b>	<b>82,3</b>
- <b>UEMOA dont :</b>	<b>183 897,4</b>	<b>48,7</b>
. Burkina	8 188,9	2,2
. Côte d'Ivoire	6 583,8	1,7
. Guinée-Bissau	0,0	0,0
. Niger	62 604,0	16,6
. Mali	73 209,4	19,4
-Sénégal	10 976,1	2,9
. Togo	22 335,2	5,9
- Ghana	4 502,0	1,2
- Nigeria	115 243,0	30,5
- Afrique du Sud	1 304,0	0,3
<b>AMERIQUE dont :</b>	<b>2 929,0</b>	<b>0,8</b>
. USA	93,0	0,0
. Canada	3,0	0,0
. Brésil	2 521,0	0,7
. Colombie		0,0
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>113,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL (statistiques officielles+non contrôlées)</b>	<b>377 885,0</b>	<b>100,0</b>

Source : BCEAO-INSAE

<sup>4</sup> Le démarrage effectif des activités de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données relatives au commerce intra-UEMOA a permis de corriger les données du commerce intra-UEMOA de l'année 2006.

Comme l'indique le tableau n° 10 bis ci-dessus, les échanges intra-UEMOA représentent près de la moitié des exportations du Bénin (48,6%). Cependant, il convient de préciser que cette situation s'explique essentiellement par l'importante part que représente la réexportation des produits pétroliers en direction des pays de l'hinterland, notamment le Mali, le Niger et le Burkina.

Enfin, le ratio du service de la dette sur les exportations a baissé en 2006, en s'établissant à 6,6 % contre 8,6 % en 2005, en raison des allègements obtenus.<sup>5</sup>

**Tableau n° 13 : Ratio du Service de la dette extérieure sur les exportations**

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
1- Exportations totales de marchandises (en millions de FCFA)	312 134,6	314 337,2	300 366,0	305 022,0	384 582,0
2- Service de la dette	42 562,0	38 162,0	30 165,0	26 234,0	25 276,0
<b>Service dette /Exportations ajustées (%)</b>	<b>13,6</b>	<b>12,1</b>	<b>10,0</b>	<b>8,6</b>	<b>6,6</b>

Source CAA

### 2.1.2. Les importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) se sont accrues de 19,75%, ressortant à 546.813,0 millions en 2006 contre 456.619,0 millions en 2005. Leur évolution sur les cinq dernières années se présente comme suit :

**Tableau n° 14 : Evolution des Importations de biens**

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
Marchandises générales (FOB)	-472 526,0	-475 729,0	-443 379,0	-455 397,0	-544 779,0
<i>dont importations pour réexportation</i>	<i>-86 012,2</i>	<i>-74 846,8</i>	<i>-59 837,9</i>	<i>-70 916,5</i>	<i>-132 322,6</i>
Biens importés pour transformation	-	-	-	-	-
Réparations de biens	-650,0	-122,0	-1 211,0	-1 222,0	-1 980,0
Achats de biens dans les ports	0,0	-	-	-	-54,0
par lestransporteurs	-	-	-239,0	0,0	0,0
<b>TOTAL IMPORTATIONS DES BIENS (FOB)</b>	<b>-473 176,0</b>	<b>-475 851,0</b>	<b>-444 829,0</b>	<b>-456 619,0</b>	<b>-546 813,0</b>

Sources : INSAE - BCEAO

#### 2.1.2.1. Les importations de marchandises générales

En 2006, selon les statistiques officielles du commerce extérieur (tableau n°15), le volume des importations totales a augmenté de 6,0% correspondant à 2.093,9 milliers de tonnes contre

<sup>5</sup> Le Bénin a été déclaré éligible à l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) le 18 juillet 2000 et bénéficié de cet effet d'un allègement de sa dette extérieure. Au 31 décembre 2006, le montant total des allègements obtenus depuis 2000 se chiffre à 92,9 milliards. (Source Caisse Autonome d'Amortissement - CAA)

1.974,9 milliers de tonnes en 2005. En valeur, elles enregistrent une hausse de 10,7% en passant de 473.980,1 millions en 2005 à 524.704,3 millions en 2006. Compte tenu des transactions non enregistrées estimées à 127.315,7 millions, un ajustement a été opéré sur ces statistiques et le total des importations CAF est ressorti à 642.346,0 millions représentant 26,1% du PIB contre 23,4% en 2005.

Tableau n° 15 : Importations CAF par grands groupes de produits en 2005 et 2006 (Volumes et Valeurs)

	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeur en millions FCFA		Variation (%)
	2005	2006		2005	2006	
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	<b>649 712,9</b>	<b>760 258,9</b>	<b>17,0</b>	<b>141 979,6</b>	<b>161 573,7</b>	<b>13,8</b>
- Céréales	380 188,8	407 019,2	7,1	53 367,5	59 035,1	10,6
<i>dont Riz</i>	378 166,2	404 856,3	7,1	53 117,0	58 746,4	10,6
- Sucres et sucreries	31 727,5	37 829,0	19,2	5 507,0	7 362,9	33,7
- Boissons et tabacs	15 461,2	20 871,8	35,0	9 070,1	13 231,7	45,9
- Autres produits alimentaires	222 335,4	294 539,0	32,5	74 035,0	81 944,0	10,7
<b>AUTRES BIENS DE CONSOMMATION</b>	<b>155 575,2</b>	<b>191 224,7</b>	<b>22,9</b>	<b>82 090,2</b>	<b>100 071,7</b>	<b>21,9</b>
<b>BIENS INTERMEDIAIRES</b>	857 201,1	820 207,2	-4,3	90 577,6	86 888,9	-4,1
- Produits chimiques	26 669,7	32 333,4	21,2	12 116,7	14 627,0	20,7
- Coton et articles en coton	74 584,4	15 635,8	-79,0	41 725,9	19 271,3	-53,8
- Autres biens intermédiaires	755 947,0	772 238,0	2,2	36 735,0	52 990,6	44,3
<b>PRODUITS ENERGETIQUES</b>	<b>276 442,2</b>	<b>287 353,8</b>	<b>3,9</b>	<b>96 855,8</b>	<b>113 610,0</b>	<b>17,3</b>
- Produits pétroliers	276 236,7	286 626,5	3,8	66 998,2	83 787,6	25,1
- Energie électrique		0,0		29 774,1	29 569,8	-0,7
- Autres produits énergétiques	205,5	727,3	253,9	83,5	252,6	202,5
<b>BIENS D'EQUIPEMENT</b>	<b>34 668,0</b>	<b>33 673,7</b>	<b>-2,9</b>	<b>61 733,8</b>	<b>61 930,6</b>	<b>0,3</b>
- Machines et appareils	14 417,8	11 384,2	-21,0	39 235,0	38 075,9	-3,0
- Matériels de transport	20 250,2	22 289,5	10,1	22 498,8	23 854,7	6,0
<b>AUTRES BIENS NON CLASSES AILLE</b>	<b>1 341,0</b>	<b>1 160,0</b>	<b>-13,5</b>	<b>743,4</b>	<b>629,4</b>	<b>-15,3</b>
<b>TOTAL (statistiques officielles CAF)</b>	<b>1 974 940,4</b>	<b>2 093 878,3</b>	<b>6,0</b>	<b>473 980,4</b>	<b>524 704,3</b>	<b>10,7</b>

Source : INSAE

La progression des importations est observée au niveau de tous les postes à l'exception de celui des biens intermédiaires et des biens d'équipements. Les progressions les plus importantes ont été notées au niveau des autres biens de consommation (+21,9%), des produits énergétiques (17,3%) et des produits alimentaires (+13,8%).

Au niveau des produits alimentaires, l'évolution constatée est essentiellement imputable à la progression des importations de riz qui ont alimenté le marché de la réexportation en direction du Nigéria.

S'agissant des produits énergétiques, la hausse est induite par la facture pétrolière, en ligne avec l'évolution croissante du prix des produits pétroliers qui a dépassé au cours de l'année, la barre des 70 dollars US par baril. Les quantités importées se sont seulement accrues de 3,8% alors que la facture a enregistré une hausse de 25,1%, passant de 66.998,2 millions en 2005 à 83.787,6 millions en 2006.

L'évolution des importations au cours des cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau n° 16 : Evolution des importations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
Produits alimentaires	120 119,6	124 912,1	115 751,4	141 979,6	161 573,7
Autres biens de consommation	96 564,1	83 297,0	74 469,8	82 090,2	100 071,7
Biens intermédiaires	126 285,6	111 272,1	92 201,7	90 577,6	86 889,0
Produits énergétiques	87 507,3	104 863,2	108 304,9	96 855,9	113 610,0
Biens d'équipement	71 079,3	89 691,9	79 596,7	61 733,8	61 930,5
Autres biens non classés ailleurs	890,9	918,3	644,9	743,0	629,4
<b>Total statistiques officielles</b>	<b>502 446,8</b>	<b>514 954,7</b>	<b>470 969,4</b>	<b>473 980,1</b>	<b>524 704,3</b>
Ajustement de valeur (classification)					
Ajustement de champ	57 798,3	49 678,4	-1 820,0	63 245,6	117 641,7
<i>Commerce non enregistré</i>	61 842,8	59 496,2	6 190,3	72 291,6	127 314,7
<i>Importations postes diplomatiques</i>	-4 044,5	-9 817,8	-8 010,3	-9 046,0	-9 673,0
Mouvements d'entrepôts					
<b>IMPORTATIONS TOTALES CAF</b>	<b>560 245,1</b>	<b>564 633,1</b>	<b>469 149,4</b>	<b>537 225,7</b>	<b>642 346,0</b>
<b>PIB à prix courants</b>	1 956 900,0	2 067 400,0	2 144 700,0	2 298 700,0	2 459 403,1
<b>IMPORTATIONS CAF / PIB ( % )</b>	<b>28,6</b>	<b>27,3</b>	<b>21,9</b>	<b>23,4</b>	<b>26,1</b>

Source : INSAE

**Encadré n° 2 : Evolution du cours du Pétrole**

Le prix du pétrole brut est passé de moins de 40 dollars EU le baril en 2004 à un niveau record de 70,85 dollars EU le baril en août 2005. Alors qu'en décembre 2005 le prix du pétrole a légèrement baissé, il est reparti de nouveau à la hausse au début de l'année 2006 et a même atteint un record historique de 78 dollars EU le baril au cours du mois d'août 2006. Ce niveau élevé des cours du pétrole s'explique en grande partie par la demande de pétrole de la part de l'Asie de l'est, spécialement de la Chine. La demande chinoise a connu une hausse de 15,4 pour cent en 2004, alors que la demande mondiale de pétrole ne s'est accrue que de 3,8 pour cent. Aucun indice ne permet d'envisager une baisse de la demande chinoise qui a augmenté de 2,5 pour cent en 2005 selon les observateurs ; lesquels la situent à 5,6 pour cent pour 2006.

Alors que la hausse du cours du pétrole représente une manne pour les pays producteurs, elle constitue plutôt un épineux problème pour les pays importateurs de pétrole, puisqu'elle est susceptible de ralentir leurs récents progrès économiques et de les amener à prendre des mesures d'austérité budgétaire. A titre d'exemple, si le cours du pétrole devait rester à son niveau de 2005 plutôt qu'à celui de 2002, l'allègement de dette en valeur nominale de quatorze (14) des dix-neuf (19) pays africains, ayant bénéficié des initiatives PPTTE et IADM, aurait été inférieur à la hausse de leur facture pétrolière.

Même si plusieurs pays importateurs de pétrole ont enregistré un taux de croissance confortable de 5 pour cent par an, pour avoir profité de la hausse des prix des produits de base, leur taux de croissance aurait été supérieur si le cours du pétrole était resté autour de 25 dollars EU le baril.

Source : **La flambée des prix du pétrole et l'économie africaine- BAD, 2006**

Le détail par grands groupes de produits des importations se résume comme suit :

Tableau n° 17 : Evolution des principaux produits importés de 2002 à 2006

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b>Produits alimentaires</b>	<b>120 119,6</b>	<b>124 912,1</b>	<b>115 751,4</b>	<b>141 979,6</b>	<b>161 573,7</b>
-Céréales	18 624,5	24 293,5	28 773,4	53 367,5	59 035,1
-Sucres et sucreries	3 801,4	6 561,7	4 166,5	5 507,0	7 362,9
- Boissons et tabacs	8 107,6	9 728,5	10 077,0	9 070,1	13 231,7
- Autres produits alimentaires	89 586,0	84 328,4	72 734,5	74 035,0	81 944,0
<b>Autres biens de consommation</b>	<b>96 564,1</b>	<b>83 297,0</b>	<b>74 469,8</b>	<b>82 090,2</b>	<b>100 071,7</b>
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>126 285,6</b>	<b>111 272,1</b>	<b>91 144,9</b>	<b>56 570,0</b>	<b>86 888,9</b>
-Produits chimiques	36 760,1	25 225,6	21 070,5	2 727,4	14 627,0
-Coton et articles en coton	33 531,8	28 411,9	21 995,4	12 116,7	19 271,3
-Autres biens intermédiaires	55 993,7	57 634,5	48 079,0	41 725,9	52 990,6
<b>Produits énergétiques</b>	<b>87 507,3</b>	<b>104 863,2</b>	<b>108 304,9</b>	<b>96 855,8</b>	<b>113 610,0</b>
-Produits pétroliers	63 321,9	75 115,2	78 806,7	66 998,2	83 787,6
-Energie électrique	23 602,8	27 964,5	28 947,3	29 774,1	29 569,8
-Autres produits énergétiques	582,6	1 783,5	550,9	83,5	252,6
<b>Biens d'équipement</b>	<b>71 079,3</b>	<b>89 691,9</b>	<b>79 596,7</b>	<b>61 733,8</b>	<b>61 930,6</b>
- Machines et appareils	42 029,3	62 288,3	56 328,8	39 235,0	38 075,9
-Matériels de transport	29 050,0	27 403,7	23 267,9	22 498,8	23 854,7
<b>Autres biens non classés ailleurs</b>	<b>890,9</b>	<b>918,3</b>	<b>644,9</b>	<b>743,4</b>	<b>629,4</b>
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>502 446,8</b>	<b>514 954,7</b>	<b>469 912,6</b>	<b>439 972,8</b>	<b>524 704,3</b>

Source : INSAE

### 2.1.2.2. La structure des importations de marchandises

Tableau n° 18 : Structure des importations par principaux produits de 2001 à 2005

(en%)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b>Produits alimentaires</b>	<b>23,9</b>	<b>24,3</b>	<b>24,6</b>	<b>32,3</b>	<b>30,8</b>
-Céréales	3,7	4,7	6,1	12,1	11,3
- Sucres et sucreries	0,8	1,3	0,9	1,3	1,4
- Boissons et tabacs	1,6	1,9	2,1	2,1	2,5
- Autres produits alimentaires	17,8	16,4	15,5	16,8	15,6
<b>Autres biens de consommation</b>	<b>19,2</b>	<b>16,2</b>	<b>15,8</b>	<b>18,7</b>	<b>19,1</b>
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>25,1</b>	<b>21,6</b>	<b>19,4</b>	<b>12,9</b>	<b>16,6</b>
- Produits chimiques	7,3	4,9	4,5	0,6	2,8
- Autres biens intermédiaires	11,1	11,2	10,2	9,5	10,1
<b>Produits énergétiques</b>	<b>17,4</b>	<b>20,4</b>	<b>23,0</b>	<b>22,0</b>	<b>21,7</b>
-Produits pétroliers	12,6	14,6	16,8	15,2	16,0
-Energie électrique	4,7	5,4	6,2	6,8	5,6
-Autres produits énergétiques	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0
<b>Biens d'équipement</b>	<b>14,1</b>	<b>17,4</b>	<b>16,9</b>	<b>14,0</b>	<b>11,8</b>
- Machines et appareils	8,4	12,1	12,0	8,9	7,3
-Matériels de transport	5,8	5,3	5,0	5,1	4,5
Autres biens non classés ailleurs	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
<b>TOTAL (statistiques officielles)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

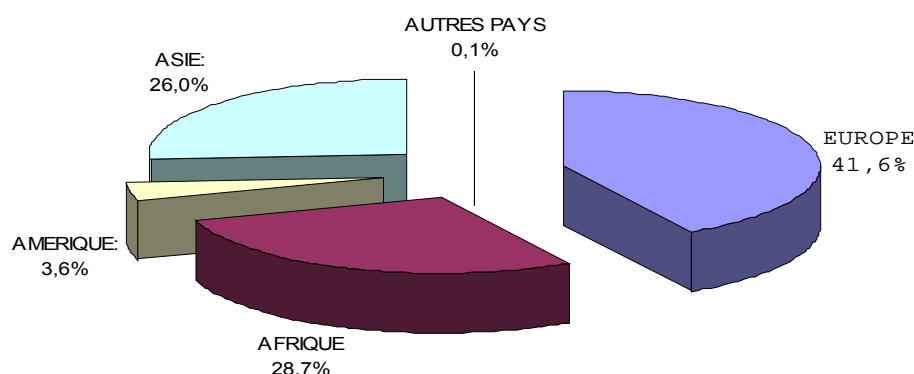
Source : INSAE

La structure des importations officielles du Bénin, tout en demeurant la même, a subi quelques modifications avec l'accroissement des autres biens de consommation et le repli des biens d'équipement et des produits énergétiques. En 2006, les produits énergétiques ont représenté 21,7% du total des importations du Bénin contre 22,0% l'année précédente, malgré l'alourdissement de la facture pétrolière dont l'effet a été amoindri par le recul des importations d'énergie électrique.

### 2.1.2.3. La répartition géographique des importations

Sur le plan géographique, l'Union Européenne demeure le principal partenaire avec 41,6% des marchandises achetées par le Bénin en 2006 contre 42,7% l'année précédente. La France, bien qu'enregistrant pour la troisième année consécutive une perte de parts de marché (-1,9%, conserve son rang de leader en maintenant sa part à 17,2% contre 18,4% une année auparavant.

Graphique n° 4 : Répartition des importations par zone géographique en 2006



Sur le continent africain, les principaux fournisseurs du Bénin demeurent le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Nigeria avec respectivement 6,8%, 6,9%, 5,3% et 4,1% des importations globales en 2005 contre 7,2%, 6,9%, 5,7% et 3,0% en 2005.

Tableau n° 19 : Importations en provenance des pays de l'UEMOA

		(Montant millions FCFA)				
PAYS		2002	2003	2004	2005	2006
COTE D'IVOIRE	montant	28 207,5	27 604,1	32 903,6	32 921,0	36 066,0
	%	41,4	50,2	51,7	51,4	51,1
TOGO	montant	24 912,2	20 628,5	21 008,2	26 796,0	27 832,0
	%	36,6	37,5	33,0	41,8	39,5
SENEGAL	montant	14 980,7	6 415,1	9 548,3	4 021,0	6 255,0
	%	22,0	11,7	15,0	6,3	8,9
NIGER	montant	0,1	76,0	115,4	196,0	191,0
	%	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3
BURKINA	montant	27,6	219,6	49,3	137,0	130,0
	%	0,0	0,4	0,1	0,2	0,2
GUINEE BISSAU	montant	0,0	0,0	3,6	0,0	0,0
	%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
MALI	montant	0,6	80,3	59,8	4,0	50,0
	%	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
<b>TOTAL</b>		<b>68 128,7</b>	<b>55 023,6</b>	<b>63 688,2</b>	<b>64 075,0</b>	<b>70 524,0</b>
<b>Variation annuelle</b>		<b>13,7%</b>	<b>-19,2%</b>	<b>15,7%</b>	<b>0,6%</b>	<b>10,1%</b>

Source : INSAE

S'agissant plus particulièrement des importations officielles en provenance de l'UEMOA, elles se sont accrues à un rythme plus soutenu par rapport à 2005, enregistrant une hausse de 10,1% contre 0,6% l'année précédente. Elles se sont ainsi établies à 70.524,0 millions en 2006 contre 64.075,0 millions de F.CFA en 2005. La Côte d'Ivoire (51,1%) et le Togo (39,5%) sont les deux principaux fournisseurs du Bénin avec 90,6% de parts de marché.

Quant à l'Asie, sa part dans les importations a quasiment stagné en 2006, passant de 26,5% à 26,0%.

Tableau 20 : Orientation géographique des importations en 2005 et 2006

	2005	2006	2005	2006
	Valeur (millions de FCFA)		Part relative (%)	
<b>EUROPE</b>	<b>202 562,0</b>	<b>218 284,0</b>	<b>42,7</b>	<b>41,6</b>
- Union Européenne dont :	182 386,0	191 834,0	38,5	36,6
- Belgique	21 182,0	18 652,0	4,5	3,6
. France	87 259,0	90 367,0	18,4	17,2
. Allemagne	9 584,0	7 859,0	2,0	1,5
. Pays Bas	14 515,0	13 595,0	3,1	2,6
. Espagne	8 212,0	9 197,0	1,7	1,8
. Italie	5 684,0	5 539,0	1,2	1,1
Autres pays d'Europe	20 176,0	26 450,0	4,3	5,0
<b>AFRIQUE</b>	<b>131 454,0</b>	<b>150 402,0</b>	<b>27,7</b>	<b>28,7</b>
- <b>UEMOA</b> dont :	64 075,0	70 523,0	13,5	13,4
. Côte d'Ivoire	32 921,0	36 066,0	6,9	6,9
. Sénégal	4 021,0	6 255,0	0,8	1,2
. Burkina Faso	137,0	130,0	0,0	0,0
. Togo	26 796,0	27 832,0	5,7	5,3
- Ghana	33 940,0	35 760,0	7,2	6,8
- Nigéria	14 122,0	21 584,0	3,0	4,1
- Afrique du Sud	3 331,0	5 471,0	0,7	1,0
<b>AMERIQUE</b> dont :	<b>13 808,0</b>	<b>18 709,0</b>	<b>2,9</b>	<b>3,6</b>
. USA	5 148,0	7 550,0	1,1	1,4
. Canada	858,0	1 477,0	0,2	0,3
. Brésil	5 185,0	6 149,0	1,1	1,2
<b>ASIE</b> dont :	<b>125 448,0</b>	<b>136 662,0</b>	<b>26,5</b>	<b>26,0</b>
. Chine	41 694,0	44 650,0	8,8	8,5
. Taïwan	1 736,0	1 009,0	0,4	0,2
. Japon	10 747,0	14 730,0	2,3	2,8
. Hong-kong			0,0	0,0
. Inde	7 455,0	11 987,0	1,6	2,3
. Thaïlande	31 528,0	20 461,0	6,7	3,9
. Indonésie			0,0	0,0
. Corée			0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>709,0</b>	<b>647,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
<b>TOTAL (Statistiques officielles CAF)</b>	<b>473 981,0</b>	<b>524 704,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INSAE



Par contre, l'Amérique a gagné 0,7 point de pourcentage de parts de marché par rapport à l'année 2005.

Après la prise en compte du commerce non-enregistré et des corrections relatives aux échanges intra UEMOA, la structure des importations se présente comme suit :

Tableau 20 Bis : Orientation géographique des importations en 2005 et 2006

(Flux total : officiel+non contrôlé)

	2006	2006
<b>EUROPE</b>	<b>218 284,0</b>	<b>33,5</b>
- Union Européenne dont :	191 834,0	29,4
- Belgique	18 652,0	2,9
. France	90 367,0	13,9
. Allemagne	7 859,0	1,2
. Pays Bas	13 595,0	2,1
. Espagne	9 197,0	1,4
. Italie	5 539,0	0,8
Autres pays d'Europe	26 450,0	4,1
<b>AFRIQUE</b>	<b>277 717,0</b>	<b>42,6</b>
- <b>UEMOA dont :</b>	<b>176 114,2</b>	<b>27,0</b>
. Côte d'Ivoire	58 054,5	8,9
. Sénégal	6 209,3	1,0
. Mali	1 601,8	0,2
. Niger	4 458,4	0,7
. Guinée Bissau	0,0	0,0
. Burkina Faso	2 761,6	0,4
. Togo	103 028,6	15,8
- Ghana	6 183,2	0,9
- Nigeria	72 884,6	11,2
- Afrique du Sud	5 471,0	0,8
<b>AMERIQUE dont :</b>	<b>18 709,0</b>	<b>2,9</b>
. USA	7 550,0	1,2
. Canada	1 477,0	0,2
. Brésil	6 149,0	0,9
<b>ASIE dont :</b>	<b>136 662,0</b>	<b>21,0</b>
. Chine	44 650,0	6,8
. Taïwan	1 009,0	0,2
. Japon	14 730,0	2,3
. Hong-kong		0,0
. Inde	11 987,0	1,8
. Thaïlande	20 461,0	3,1
. Indonésie		0,0
. Corée		0,0
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>647,0</b>	<b>0,1</b>
<b>TOTAL (Statistiques officielles CAF et commerce non contrôlé)</b>	<b>652 019,0</b>	<b>100,0</b>

Source : *INSAE – BCEAO*

L'Afrique devient la première zone de provenance des importations du Bénin avec 42,6% de parts de marché.

A l'importation, le Nigeria avec 11,2% devient le troisième partenaire après le Togo (15,8%) et la France (13,9%). cette position du Togo s'explique entre autres par le flux des importations d'énergie électrique que distribue la Communauté Electrique du Bénin (CEB) dont le Siège

social se situe à Lomé. Les difficultés du Port Autonome de Cotonou en 2006, ont sans doute contribué à ce niveau élevé d'importation en provenance du Togo.

## 2.2. L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

En 2006, le déficit de la balance des services s'est aggravé, s'établissant à 70.679,0 millions contre 45.000,0 millions en 2005. Cette situation est imputable à l'aggravation des déficits des transports et autres services dont les effets ont été atténués par l'accroissement de l'excédent du poste " voyages ".

Tableau 21 : Evolution du Solde de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
- Transports	-89 682,0	-90 820,0	-73 763,0	-74 599,0	-98 105,0
- Voyages	51 068,0	49 521,0	44 483,0	40 345,0	42 890,0
- Autres	-858,0	-6 133,0	-8 504,0	-10 746,0	-15 464,0
<b>TOTAL DES SERVICES</b>	<b>-39 472,0</b>	<b>-47 432,0</b>	<b>-37 784,0</b>	<b>-45 000,0</b>	<b>-70 679,0</b>

Source : BCEAO

### 2.2.1. Les transports

Le solde déficitaire du poste " transports " s'est détérioré de 31,5% et passe de 74.599,0 millions à 98.105,0 millions entre 2005 et 2006, en raison de l'importante hausse des dépenses d'expédition (+20.268,0 millions) en liaison avec la progression des importations de marchandises.

Tableau 22 : Evolution des Transports

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b>Transports</b>	<b>-89 682,0</b>	<b>-90 820,0</b>	<b>-73 763,0</b>	<b>-74 599,0</b>	<b>-98 105,0</b>
- Passagers	-19 321,0	-17 534,0	-14 326,0	-14 750,0	-16 380,0
- Fret	-72 633,0	-74 770,0	-67 518,0	-67 743,0	-88 011,0
- Autres	2 272,0	1 484,0	8 081,0	7 894,0	6 286,0
<b>FRET/ IMPORTATIONS CAF (%)</b>	<b>14,5</b>	<b>-14,5</b>	<b>-14,3</b>	<b>-14,3</b>	<b>-16,8</b>

Source : BCEAO

Au cours de la même période, poursuivant la tendance observée en 2005, le solde déficitaire de la rubrique " *passagers* " a enregistré une dégradation, ressortant à 16.380,0 millions contre 14.750,0 millions en 2005. Quant à la rubrique " *Autres* ", constituée des services connexes aux transports, il affiche de nouveau, un excédent de 6.286,0 millions contre 7.894,0 millions, en retrait de 20,4% par rapport à 2005.

### 2.2.2. Les voyages

L'excédent du poste "voyages" est passé de 40.345,0 millions en 2005 à 42.890,0 millions en 2006 enregistrant ainsi une hausse de 6,3 %, imputable principalement à la progression des voyages effectués à titre personnel.

Tableau n° 23 : Evolution des voyages

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b>VOYAGES</b>	<b>51 068,0</b>	<b>49 521,0</b>	<b>47 207,0</b>	<b>40 345,0</b>	<b>42 890,0</b>
- à titre professionnel	15 372,0	13 363,0	15 018,0	14 679,0	14 361,0
- à titre personnel	35 696,0	36 158,0	32 189,0	25 666,0	28 529,0

Source : BCEAO

### 2.2.3. Les autres services

En 2006, le solde déficitaire des "autres services" s'est détérioré sous l'effet d'une progression du déficit du poste « assurance » conjugué à la baisse de l'excédent des services aux entreprises, en liaison avec la morosité de la conjoncture économique. Il ressort déficitaire de 15.464 millions contre 10.746,0 millions une année plus tôt. L'évolution de ce poste au cours des cinq dernières années se résume comme suit :

Tableau n° 24 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b>AUTRES SERVICES</b>	<b>-4 906,0</b>	<b>-6 133,0</b>	<b>-8 504,0</b>	<b>-10 746,0</b>	<b>-15 464,0</b>
dont :					
- Services de Communication	686,0	-1 431,0	-4 828,0	-5 802,0	-3 093,0
- Services de bâtiment et travaux publics	34,0	0,0	458,0	-2,0	-5 416,0
- Services d'assurance	-14 083,0	-17 127,0	-13 260,0	-13 764,0	-16 170,0
<i>dont Assurance / marchandises</i>	-12 971,0	-13 161,0	-12 037,0	-12 088,0	-14 430,0
- Services financiers	882,0	-1 430,0	-1 432,0	75,0	1 000,0
- Autres Services aux entreprises	9 419,0	15 962,0	11 075,0	10 019,0	5 649,0
- Services fournis ou reçus par les administrations publiques.	4 048,0	-305,0	-1 047,0	1 396,0	5 515,0

Source : BCEAO

## 2.3. L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus se décomposent en deux postes : les rémunérations des salariés et les revenus d'investissement.

En 2006, le déficit de la balance des revenus s'est accru de 6.016 millions, en liaison avec la hausse de la rémunération des investisseurs étrangers, les sorties de revenus pour le compte des travailleurs émigrants ayant entraîné le repli de l'excédent de la rémunération nette des salariés. Le déficit s'est établi à 15.383 millions contre 9.367,0 millions en 2005.

### 2.3.1. Les revenus du travail

Inversant la tendance observée depuis 2004, l'excédent des revenus du travail s'est inscrit en baisse de 3.211,0 millions, passant de 3.542,0 millions en 2005 à 331,0 millions en 2006. Cette importante baisse de l'excédent de la balance des revenus du travail, s'explique essentiellement par l'accroissement des sorties pour le compte des travailleurs non-résidents.

### 2.3.2. Les revenus des investissements

Le solde débiteur des revenus des investissements s'est aggravé de 2.805,0 millions, s'établissant à 15.714,0 millions contre 12.909,0 millions en 2005.

L'alourdissement de ce déficit s'explique par le rapatriement de bénéfices par les investisseurs étrangers, les sorties au titre des intérêts de la dette, ont en revanche reculé, passant de 8.294,0 millions en 2005 à 7.338,0 millions en 2006.

Tableau n° 25 : Evolution des revenus des investissements

*(en millions de F.CFA)*

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
<b>TOTAL REVENUS D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>-21 081,0</b>	<b>-24 731,0</b>	<b>-22 786,0</b>	<b>-12 909,0</b>	<b>-15 714,0</b>
. Investissements directs	-8 640,0	-12 534,0	-6 698,0	-4 926,0	-6 769,0
dont bénéfices réinvestis	-4 240,0	-7 639,0	-3 473,0	-81,0	-1 785,0
. Investissements de portefeuille	-4 918,0	-1 897,0	-6 333,0	-1 495,0	-2 446,0
dont intérêts sur titres d'Etat	681,4	517,3	0,0	0,0	0,0
. Autres investissements	-7 523,0	-10 300,0	-9 755,0	-6 488,0	-6 499,0
dont intérêts sur la dette extérieure	-12 586,0	-11 292,0	-9 274,0	-8 294,0	-7 338,0
<b>Intérêts sur la dette extérieure/Total des revenus des investissements (%)</b>	<b>59,7</b>	<b>45,7</b>	<b>40,7</b>	<b>64,2</b>	<b>46,7</b>

Source : BCEAO

## 2.4. L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent des transferts courants s'est accru de 48.527,0 millions en 2006, essentiellement sous l'effet conjugué de l'augmentation des flux aussi bien au niveau de l'Administration Publique que des autres secteurs. En effet, le niveau des mobilisations de ressources extérieures effectuées dans le cadre du programme économique avec les Institutions de Bretton Woods ainsi que les appuis des autres partenaires se sont accrus, confirmant le profil haussier observé depuis 2004.

Quant aux autres secteurs, ils ont poursuivi leur tendance haussière, s'établissant à 79.231,0 millions, contre 63.616,0 millions en 2005, soit une progression de 24,5% correspondant à 15.616,0 millions.

Tableau n° 26 : Evolution des transferts courants

*(en millions de F.CFA)*

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
- Transferts courants des Adminis. Publi.	54 398,0	8 776,0	13 286,0	23 095,0	56 007,0
- Transferts courants des autres secteurs	55 263,0	29 812,0	36 102,0	63 616,0	79 231,0
dont envois de fonds des travailleurs	45 117,0	26 493,0	27 072,0	56 248,0	70 107,0
<b>TOTAL DES TRANSFERTS COURANTS</b>	<b>109 661,0</b>	<b>38 588,0</b>	<b>49 388,0</b>	<b>86 711,0</b>	<b>135 238,0</b>

Source : BCEAO

# 3

## COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

*L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a progressé de 42,8 % en 2006, traduisant d'une part, les mouvements importants liés aux annulations du stock de la dette extérieure obtenues dans la cadre de la mise en oeuvre de l'IADM, et d'autre part, l'accroissement des dons projets reçus par le Gouvernement.*

### 3.1. LE COMPTE DE CAPITAL

Le solde du compte de capital constitué essentiellement des remises de dettes et des dons pour le financement des investissements, s'est consolidé en 2006, dégagant un excédent de 603.847,0 millions contre un niveau de 64.293,0 millions en 2005, imputable aux effets de la mise en oeuvre de l'IADM par le FMI ainsi qu'à l'accroissement des dons projets reçus par le Bénin. Les dons en capital du secteur privé passent de 12.531 millions à 14.177,0 millions.

Tableau n° 27 : Evolution des opérations en capital

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
- Transferts de capital	44 026,0	36 989,0	42 514,0	64 293,0	603 866,0
<i>Administration Publique</i>	40 246,0	35 600,0	39 500,0	51 762,0	589 689,0
. Remise de dette	17 794,0	16 953,0	15 251,0	12 043,0	560 508,0
. Autres transferts	22 452,0	18 639,0	24 249,0	39 719,0	29 181,0
<i>Autres secteurs</i>	3 780,0	1 389,0	3 014,0	12 531,0	14 177,0
- Acquisition et cession d'actifs non fin.	0,0	-15,0	-15,0	0,0	-19,0
<b>TOTAL DES OPERATIONS EN CAPITAL</b>	<b>44 026,0</b>	<b>36 974,0</b>	<b>42 499,0</b>	<b>64 293,0</b>	<b>603 847,0</b>

Source : BCEAO

### 3.2. LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières qui regroupe les investissements directs, les investissements de portefeuille ainsi que les autres investissements, présente, selon la présentation optique BCEAO, un solde déficitaire de 372.247,0 millions contre un excédent de 97.881,0 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique essentiellement par l'impact de la comptabilisation de l'annulation de stock de la dette dont a bénéficié le Bénin dans le cadre de l'IADM.

Tableau n° 28 : Evolution des opérations financières

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
- Investissements directs	8 474,0	25 815,0	34 420,0	28 182,0	28 722,0
- Investissements de portefeuille	405,0	-953,0	-2 702,0	2 012,0	3 034,0
- Autres investissements	239,0	565,0	21 702,0	67 687,0	-404 003,0
<b>TOTAL DES OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>9 118,0</b>	<b>25 427,0</b>	<b>53 420,0</b>	<b>97 881,0</b>	<b>-372 247,0</b>

Source : BCEAO

### 3.2.1. Les investissements directs

Les principales opérations enregistrées au niveau des investissements directs concernent les prises de participations par les étrangers dans le capital social des entreprises installées au Bénin, le réinvestissement des bénéfices réalisés, notamment au niveau des secteurs bancaire, pétrolier, de télécommunication, de la consignation, de l'assurance et du commerce. Il est noté d'importants flux de créances ou d'engagements vis-à-vis des investisseurs directs.

Au total, les entrées nettes des investissements directs sont passées de 28.182,0 millions en 2005 à 28.722,0 millions en 2006, enregistrant ainsi une hausse légère de 1,9% d'une année à l'autre. Les effets liés au comportement attentiste des investisseurs, du fait de l'incertitude politique liée à la tenue effective des élections présidentielles de mars 2006, pourraient expliquer cette évolution.

### 3.2.2. Les investissements de portefeuille

Au cours de la même période, les investissements de portefeuille ont présenté un solde créditeur de 3.034,0 millions contre un excédent 2.012,0 millions en 2005.

### 3.2.3. Les autres investissements

Les crédits commerciaux et les prêts et dépôts du secteur bancaire, de l'Administration publique et des autres secteurs qui forment les "autres investissements" ont enregistré en 2006, des sorties nettes de 404.003,0 millions contre 67.687,0 millions en 2005. Ce mouvement reflète entre autres l'effet de l'IADM dont l'impact a été atténué par la progression des prêts programmes et projets dont a bénéficié l'Administration publique, ainsi qu'un accroissement des crédits fournisseurs obtenus par les entreprises.

### 3.2.4. Le financement exceptionnel

Le financement exceptionnel affiche un solde créditeur de 560.508,0 millions de F CFA constitué exclusivement des remises de dettes. Au titre de l'IADM, le Bénin a bénéficié d'une annulation du stock de sa dette pour un montant de 550.200 provenant du FMI (31,3 milliards de FCFA), de la Banque Mondiale (354,9 milliards de FCFA) et de la BAD (164,0 Milliards de FCFA). Au titre des allègements de l'IPPTE, la somme de 10.308,0 millions a été obtenue des autres bailleurs. L'évolution de ce poste, sur la période 2002 à 2006, se présente comme suit :

Tableau n° 29 : Evolution du financement exceptionnel

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b>1 - Remise de dettes</b>	17 794,0	16 953,0	15 251,0	12 043,0	560 508,0
<b>2 - Rééchelonnement</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Dette existante	-	-	-	-	-
. Arriérés	-	-	-	-	-
<b>3 - Variation d'arriérés</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Accumulation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Remboursement d'arriérés	-	-	-	-	-
<b>4- Annulation d'arriérés</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>5 - Autres</b>	499,0	1 534,0	0,0	0,0	0,0
. Tirages sur nouveaux emprunts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Invest. liés à la réduction de la dette	499,0	1 534,0	0,0	0,0	0,0
. Divers					
<b>TOTAL FINANCEMENT EXCEPTIONNEL</b>	<b>18 293,0</b>	<b>18 487,0</b>	<b>15 251,0</b>	<b>12 043,0</b>	<b>560 508,0</b>

Source : CAA



# 4

## CAPITAUX MONÉTAIRES

*Les capitaux monétaires traduisent l'incidence des transactions économiques sur les avoirs extérieurs nets des institutions monétaire. Ils se sont soldés par un excédent de 131.171 millions contre 49.182,0 millions en 2005, confirmant ainsi la tendance observée l'année précédente.*

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions économiques sur les avoirs extérieurs nets totaux des institutions monétaires. En 2006, les transactions économiques se sont soldées par un excédent de 131.171,0 millions des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires contre 49.182,0 millions en 2005.

#### 4.1. L'EVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

##### 4.1.1. Les avoirs

L'évolution des avoirs est influencée par celle des avoirs en devises composés essentiellement de la position créditrice au titre des disponibilités extérieures qui, en 2005 se sont consolidés de 58.831 millions ramenant les avoirs de réserve à 453.133,0 millions contre 366.402,0 millions en 2005.

##### 4.1.2. Les engagements

A l'opposé des avoirs, les engagements extérieurs de la Banque Centrale se sont repliés en 2005, passant de 47.989,0 millions à 13.078,0 millions, correspondant à une baisse de 34.911,0 millions.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit :

Tableau n° 30 : Evolution des Avoirs et Engagements Extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
<b><u>AVOIRS</u></b>	<b><u>369 600,0</u></b>	<b><u>373 189,0</u></b>	<b><u>305 900,0</u></b>	<b><u>366 402,0</u></b>	<b><u>453 133,0</u></b>
. Position de réserve	2 020,0	1 784,0	1 744,0	3 373,0	422,0
. DTS détenus	108,0	353,0	53,0	95,0	26,0
. Avoirs en devises	367 472,0	371 052,0	304 103,0	362 934,0	452 685,0
<b><u>ENGAGEMENTS</u></b>	<b><u>53 863,0</u></b>	<b><u>52 172,0</u></b>	<b><u>55 824,0</u></b>	<b><u>47 989,0</u></b>	<b><u>13 078,0</u></b>
. Recours au crédit du FMI	49 742,0	40 130,0	33 511,0	29 357,0	1 319,0
. Banques et Institutions étrangères	3 856,0	11 660,0	13 437,0	5 989,0	4 023,0
. Engagements en monnaies étrangères					
. Autres dépôts étrangers					
. Transferts à exécuter	265,0	382,0	8 876,0	12 643,0	7 736,0
<b><u>AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)</u></b>	<b><u>315 737,0</u></b>	<b><u>321 017,0</u></b>	<b><u>250 076,0</u></b>	<b><u>318 413,0</u></b>	<b><u>440 055,0</u></b>
<i>Pour mémoire</i>					
Allocation de DTS	(8685,8)	(7673,5)	(7500,3)	(7225)	'(7050,1)

Source : BCEAO

(1) Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets.

#### 4.2. L'ÉVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

Pour sa part, la position extérieure des banques primaires est ressortie créditrice de 79.774,0 millions contre 70.245,0 millions en 2005. Cette amélioration de 9.529,0 millions est essentiellement due à un accroissement de leurs engagements extérieurs (+16.613 millions).

Tableau n° 31 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

*(en millions de F.CFA)*

RUBRIQUES	2 002	2 003	2004	2005	2006
<b>AVOIRS</b>	<b>181 149,0</b>	<b>164 918,0</b>	<b>172 959,0</b>	<b>170 417,0</b>	<b>195 947,0</b>
- Banques	181 149,0	164 918,0	172 959,0	170 417,0	195 947,0
- Autres institutions monétaires (OPT)	-	-	-	-	-
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>71 889,0</b>	<b>84 828,0</b>	<b>83 559,0</b>	<b>100 172,0</b>	<b>116 173,0</b>
- Banques	71 889,0	84 828,0	83 559,0	100 172,0	116 173,0
- Autres institutions monétaires	-	-	-	-	-
<b>POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)</b>	<b>109 260,0</b>	<b>80 090,0</b>	<b>89 400,0</b>	<b>70 245,0</b>	<b>79 774,0</b>

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice et le signe (+), une position créditrice

#### 4.3. LA VARIATION DES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS DES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont améliorés en 2006, ressortant excédentaires de 131.171,0 millions contre 49.182,0 millions une année auparavant. Cette performance correspond au solde global de la balance des paiements au titre de l'année 2006.

Au cours de la période de 2002 à 2006, la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit :

Tableau n° 32 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

*(en millions de F.CFA)*

RUBRIQUES	2002,0	2003,0	2004	2005	2006
1 . VARIATIONS DES AEN DU SECTEUR BANCAIRE	-647,0	29 170,0	-9 310,0	19 155,0	-9 529,0
2 . VARIATIONS DES AEN DE LA BANQUE CENTRALE	54 546,0	-5 280,0	70 941,0	-68 337,0	-121 642,0
<b>SOLDE MONETAIRE (1+2) (a)</b>	<b>53 899,0</b>	<b>23 890,0</b>	<b>61 631,0</b>	<b>-49 182,0</b>	<b>-131 171,0</b>
CONTREPARTIE DE REEVALUATIONS (b)	636,0	5 073,0	734,0	99,0	110,0
<b>SOLDE ECONOMIQUE (a+b)</b>	<b>54 535,0</b>	<b>28 963,0</b>	<b>62 365,0</b>	<b>-49 083,0</b>	<b>-131 061,0</b>

Source : BCEAO

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive.

#### 4.4. TABLEAU DE RECONCILIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Tableau n° 33 : Correspondance statistiques monétaires - Balance des Paiements

I - Avoirs et engagements des Banques	2 005	2 006	Variation 2006 / 2005
<b>AVOIRS</b>			
- Statistiques monétaires	157 766,0	189 461,0	31 695,0
- Valeurs à l'encaissement non disponibles(-)	-239,0	-274,0	-35,0
- Dépôts et cautionnement	1 586,0	1 719,0	133,0
- Débiteurs divers	4 907,0	6 478,0	1 571,0
- Billets externes UMOA	6 397,0	6 627,0	230,0
- Ajustements	0,0	-8 064,0	-8 064,0
Enregistrement en balance des paiements	170 417,0	195 947,0	25 530,0
<b>ENGAGEMENTS</b>			
- Statistiques monétaires	102 530,0	105 996,0	3 466,0
- Comptes exigibles après encaissement (-)	-3 795,0	-1 463,0	2 332,0
- Créiteurs divers	3 554,0	6 583,0	3 029,0
- Titres immobilisés	516,0	1 102,0	586,0
- Ajustements	-2 633,0	3 955,0	6 588,0
Enregistrement en balance des paiements	100 172,0	116 173,0	16 001,0
<b>II - Avoirs et engagements de la BCEAO</b>			
<b>AVOIRS</b>			
- Statistiques monétaires	365 127,1	453 133,0	88 005,9
- Position de réserves et DTS détenus			
- Ajustements	1 274,9		-1274,9
Enregistrement en balance des paiements	366 402,0	453 133,0	86 731,0
<b>ENGAGEMENTS</b>			
- Statistiques monétaires	43 811,0	16 419,0	-27 392,0
- Allocation de DTS	-7 477,6	-7 050,1	427,5
- Ajustements	11 655,6	3 709,1	-7 946,5
Enregistrement en balance des paiements	47 989,0	13 078,0	-34 911,0
<b>Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)</b>	<b>376 552,1</b>	<b>520 179,0</b>	<b>143 626,9</b>
Banques	55 236,0	83 465,0	28 229,0
BCEAO	321 316,1	436 714,0	115 397,9
<b>Avoirs extérieurs nets totaux (balance des paiements)</b>	<b>388 658,0</b>	<b>519 829,0</b>	<b>131 171,0</b>
Banques	70 245,0	79 774,0	9 529,0
BCEAO	318 413,0	440 055,0	121 642,0

Source : BCEAO

Du fait de la prise en compte ou de l'élimination en balance des paiements de certains mouvements de capitaux alors qu'ils sont omis ou repris en statistiques monétaires, il existe un écart entre la variation des avoirs extérieurs nets issue de la balance des paiements et celle présentée par les statistiques monétaires. La correspondance entre ces deux séries statistiques est retracée comme suit :

# 5

## POSITION EXTERIEURE GLOBALE

*L'année 2006 a été marquée par une nette amélioration de 59,6% de la position extérieure globale, ressortie déficitaire de 306,5 milliards de FCFA contre un déficit de 758,2 milliards de FCFA en 2005, à la suite du bénéfice de l'IADM.*

Le solde de la Position Extérieure Globale qui retrace le stock des avoirs et des engagements financiers vis-à-vis de l'extérieur, ressort débiteur au 31 décembre 2006, à hauteur de 306,5 milliards de FCFA contre un déficit de 758,2 milliards de FCFA en 2005, soit une nette amélioration de 59,6% correspondant à 451.8 milliards de FCFA.

Cette évolution de la PEG en 2006, est essentiellement induite par l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) qui a permis au Bénin, de bénéficier de l'annulation effective du stock de sa dette envers les créanciers multilatéraux, à la suite de la décision des pays du G8 en juillet 2005 et du Conseil d'Administration du FMI en décembre 2005. Dans ce cadre, le Bénin a obtenu au total 550,2 milliards de FCFA auprès de trois bailleurs à savoir le FMI (31,3 Milliards), la Banque Mondiale (354,9 milliards) et la Banque Africaine de développement (164 milliards de FCFA).

En effet, les engagements extérieurs du Bénin se sont établis à 1.052,0 milliards de FCFA en 2006 contre 1.368,0 milliards de FCFA un an plus tôt, affichant ainsi une baisse de 314,0 milliards de FCFA, soit -23,1%. Cette évolution est imputable au repli des engagements de l'Administration publique.

Quant aux avoirs extérieurs, ils se sont chiffrés à 745,6 milliards au 31 décembre 2006 contre 609,8 milliards à fin décembre 2005, soit une hausse de 22,3 %, imprimée par la progression des avoirs de réserve de 86,8 milliards, soit correspondant à 19,8%.

**Tableau n° 34 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin de 2004 à 2006**

( en millions FCFA)			
INTITULE	2004	2005	2006
<b>Avoirs</b>	552 538,0	609 783,0	745 564,0
Investissements directs à l'étranger	4 492,0	10 895,0	7 205,0
- Capital social et bénéfice réinvestis	8 710,0	8 986,0	7 816,0
- Autres capitaux	-4 218,0	1 909,0	-611,0
Investissement de portefeuille	55 734,0	55 949,0	50 866,0
- Titres de participation	2 159,0	868,0	400,0
- Titres de créances	53 575,0	55 081,0	50 466,0
Autres Investissements	186 453,0	176 568,0	234 360,0
dont : - Crédits commerciaux	45 172,0	38 189,0	40 420,0
- Prêts	65 581,0	60 794,0	77 896,0
- Monnaie Fiduciaire et dépôts	68 697,0	71 922,0	92 161,0
Avoirs de réserve	305 859,0	366 371,0	453 133,0
- Position de réserve FMI	1 744,0	3 342,0	422,0
- DTS	12,0	95,0	26,0
- Dépôts et monnaies étrangères	304 103,0	362 934,0	452 685,0
<b>Engagements</b>	1 265 862,0	1 368 001,0	1 052 020,0
Investissements directs dans l'économie	129 540,0	158 102,0	191 532,0
Investissements de portefeuille	7 294,0	7 793,0	16 831,0
Autres investissements	1 129 028,0	1 202 106,0	843 657,0
- Prêts	903 401,0	980 530,0	570 246,0
. Autorités monétaires	33 511,0	29 357,0	1 319,0
. Administrations Publiques	816 825,0	919 453,0	519 765,0
Long terme	816 825,0	919 453,0	519 765,0
Court terme	0,0	0,0	0,0
. Banques	15 388,0	16 562,0	27 785,0
. Autres secteurs	37 677,0	15 158,0	21 377,0
- Monnaie fiduciaire et dépôts	70 059,0	83 179,0	87 903,0
- Crédits commerciaux	110 592,0	127 036,0	170 861,0
- Autres engagements	44 976,0	11 361,0	14 647,0
<b>Position Extérieure Globale**</b>	-713 324,0	-758 218,0	-306 456,0
<b>Source : BCEAO</b>			
Le signe + correspond à une augmentation nette des avoirs,			
Le signe - correspond à une diminution nette des avoirs,			
Cette convention diffère de celle utilisée dans la balance des paiements,			
** Avoirs - Engagements			

**6**

**ANNEXES**

## Balance des paiements 2006

Annexe 1

Bénin/Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4 9 9 3	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>689 489</b>	<b>802 544</b>	<b>-113 055</b>
4 1 0 0	<b>Biens</b>	<b>384 582</b>	<b>546 813</b>	<b>-162 231</b>
4 1 1 0	Marchandises générales	377 885	544 779	-166 894
4 1 5 0	Biens importés ou exportés pour transformation	-	-	
4 1 5 1	Biens transformés à l'étranger	-	-	
4 1 5 2	Biens transformés dans l'économie	-	-	
4 1 6 0	Réparations de biens	18	1 980	-1 962
4 1 7 0	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	6 679	54	6 625
4 1 7 1	Dans les ports maritimes	-	54	-54
4 1 7 2	Dans les aéroports	6 679	-	6 679
4 1 7 3	Dans les autres ports	-	-	
4 1 8 0	Or non monétaires	-	-	
4 1 8 1	Détenu à titre de réserve de valeur	-	-	
4 1 8 2	Détenu à d'autres fins	-	-	
4 2 0 0	<b>Services</b>	<b>113 503</b>	<b>184 182</b>	<b>-70 679</b>
4 2 0 5	Transports	15 282	113 387	-98 105
4 2 0 6	Transports maritimes	7 919	71 349	-63 430
4 2 0 7	Passagers	-	7	-7
4 2 0 8	Fret	-	66 322	-66 322
4 2 0 9	Autres	7 919	5 020	2 899
4 2 1 0	Transports aériens	4 491	36 877	-32 386
4 2 1 1	Passagers	2 829	19 294	-16 465
4 2 1 2	Fret	69	16 631	-16 562
4 2 1 3	Autres	1 593	952	641
4 2 1 4	Autres transports	2 872	5 161	-2 289
4 2 1 5	Passagers	92	-	92
4 2 1 6	Fret	34	5 161	-5 127
4 2 1 7	Autres	2 746	-	2 746
4 2 3 6	Voyages	60 791	17 901	42 890
4 2 3 7	Voyages à titre professionnel	23 130	8 769	14 361
4 2 3 8	Travailleurs saisonniers et frontaliers	-	-	0
4 2 3 9	Autres	23 130	8 769	14 361
4 2 4 0	Voyages à titre personnel	37 661	9 132	28 529
4 2 4 1	Pour raisons de santé	154	721	-567
4 2 4 2	A but éducatif	266	925	-659
4 2 4 3	A d'autres fins	37 241	7 486	29 755
4 2 4 5	Services de communication	5 875	8 968	-3 093
4 2 4 9	Services de bâtiments et travaux publics	39	5 455	-5 416
4 2 5 3	Services d'assurance	336	16 506	-16 170
4 2 5 4	Compagnies d'ass.-vie et caisses de pensions	-	-	0
4 2 5 5	Assurance du fret	-	14 430	-14 430
4 2 5 6	Autres assurances directes	27	272	-245
4 2 5 7	Réassurance	44	1 783	-1 739
4 2 5 8	Services auxiliaires	265	21	244
4 2 6 0	Services financiers	2 204	1 204	1 000
4 2 6 2	Services d'informatique et d'information	299	2 313	-2 014
4 2 6 6	Redevances et droits de licence	1	834	-833



4 2 6 8	Autres services aux entreprises	17 915	12 266	5 649
4 2 6 9	Négoce international et autres services	-	6	-6
4 2 7 0	Négoce international	-	-	0
4 2 7 1	Autres	-	6	-6
4 2 7 2	Location-exploitation	22	-	22
4 2 7 3	Divers services aux entreprises spécialisées et tech.	17 893	12 260	5 633
4 2 7 4	Services juridiques, de compta, conseil en général			
4 2 7 5	Services juridiques			
4 2 7 6	Comptabilité, vérif. des cptes, tenue des livres			
4 2 7 7	Conseil en gestion des entreprises et relations			
4 2 7 8	Publicité, études de marché, sondages d'opinion	133	45	88
4 2 7 9	Recherche et développement			0
4 2 8 0	Architecture, ingénierie et autres services techn.	534		534
4 2 8 1	Services agricoles, miniers et traitement sur pla.			
4 2 8 2	Traitement des déchets et dépollution			
4 2 8 3	Autres			
4 2 8 4	Autres services	16 351	4 003	12 348
4 2 8 5	Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4 2 8 7	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs		102	-102
4 2 8 8	Services audio-visuels et connexes		-	0
4 2 8 9	Autres		-	
4 2 9 1	Services fournis ou recus par les administrations	10 761	5 246	5 515
4 2 9 2	Ambassades et consulats	8 437	4 527	3 910
4 2 9 3	Unités et organismes militaires		-	
4 2 9 4	Autres	2 324	719	1 605
4 3 0 0	<b>Revenus</b>	<b>26 259</b>	<b>41 642</b>	<b>-15 383</b>
4 3 1 0	Rémunération des salariés	4 866	4 535	331
4 3 2 0	Revenus des investissements	21 393	37 107	-15 714
4 3 3 0	Investissements directs	14 368	21 137	-6 769
4 3 3 1	Revenus des titres de participation	14 097	21 137	-7 040
4 3 3 2	Dividendes et bénéfices distribués	872	6 127	-5 255
4 3 3 3	Bénéfices réinvestis	13 225	15 010	-1 785
4 3 3 4	Revenus des titres de créance	271	-	271
4 3 3 9	Investissements de portefeuille	2 020	4 466	-2 446
4 3 4 0	Revenus des titres de participation	37	894	-857
4 3 4 1	Autorités monétaires		-	
4 3 4 2	Administrations publiques		-	
4 3 4 3	Banques	-	885	-885
4 3 4 4	Autres secteurs	37	9	28
4 3 4 9	Revenus des titres de créance	1 983	3 572	-1 589
4 3 5 0	Obligations et autres titres d'emprunt	1 701	3 572	-1 871
4 3 5 1	Autorités monétaires		-	
4 3 5 2	Administrations publiques		-	
4 3 5 3	Banques	1 374	30	1 344
4 3 5 4	Autres secteurs	327	3 542	-3 215
4 3 6 0	Instruments du marché monétaire et dérivé	282	-	282
4 3 6 1	Autorités monétaires		-	
4 3 6 2	Administrations publiques		-	
4 3 6 3	Banques	282	-	282
4 3 6 4	Autres secteurs		-	
4 3 7 0	Autres investissements	5 005	11 504	-6 499
4 3 7 1	Autorités monétaires	1 383	-	1 383
4 3 7 2	Administrations publiques		7 338	-7 338

4	3	7	3	Banques	3 489	1 976	1 513
4	3	7	4	Autres secteurs	133	2 190	-2 057
4	3	7	9	<b>Transferts courants</b>	<b>165 145</b>	<b>29 907</b>	<b>135 238</b>
4	3	8	0	Administrations publiques	57 683	1 676	56 007
4	3	9	0	Autres secteurs	107 462	28 231	79 231
4	3	9	1	Envois de fonds des travailleurs	97 359	27 252	70 107
4	3	9	2	Autres transferts	10 103	979	9 124
4	9	9	6	<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>931 396</b>	<b>830 967</b>	<b>100 429</b>
4	9	9	4	<b>Compte de capital</b>	<b>607 036</b>	<b>3 189</b>	<b>603 847</b>
4	4	0	0	<i>Transferts de capital</i>	<i>607 036</i>	<i>3 170</i>	<i>603 866</i>
4	4	0	1	Administrations publiques	589 689	-	589 689
4	4	0	2	Remises de dettes	560 508		560 508
4	4	1	0	Autres	29 181		29 181
4	4	3	0	Autres secteurs	17 347	3 170	14 177
4	4	3	1	Transferts des migrants	14 924	3 170	11 754
4	4	3	2	Remises de dettes	-		
4	4	4	0	Autres transferts	2 423		2 423
4	4	8	0	<i>Acquisitions et cessions d'actifs non financiers</i>		<b>19</b>	<b>-19</b>
4	9	9	5	<b>Compte d'opérations financières</b>	<b>324 360</b>	<b>827 778</b>	<b>-503 418</b>
4	5	0	0	<i>Investissements directs</i>	<i>72 604</i>	<i>43 882</i>	<i>28 722</i>
4	5	0	5	De l'économie à l'étranger	4 601	3 697	904
4	5	0	6	Capital social et bénéfices réinvestis	2 257	1 704	553
4	5	1	0	Capital social	1 672	1 691	-19
4	5	2	5	Bénéfices réinvestis	585	13	572
4	5	3	0	Autres transactions	2 344	1 993	351
4	5	3	5	Créances sur les entreprises apparentées	327	1 670	-1 343
4	5	4	0	Engagements envers les entreprises apparentées	2 017	323	1 694
4	5	5	5	De l'étranger dans l'économie	68 003	40 185	27 818
4	5	5	6	Capital social et bénéfices réinvestis	49 257	39 995	9 262
4	5	6	0	Capital social	34 417	26 783	7 634
4	5	7	5	Bénéfices réinvestis	14 840	13 212	1 628
4	5	8	0	Autres transactions	18 746	190	18 556
4	5	8	5	Créances sur les investisseurs directs	-	137	-137
4	5	9	0	Engagements envers les investisseurs directs	18 746	53	18 693
4	6	0	0	<i>Investissements de portefeuille</i>	<i>25 686</i>	<i>18 073</i>	<i>7 613</i>
4	6	0	2	Avoirs	19 564	16 413	3 151
4	6	1	0	Titres de participation	169	1	168

4 6 1 1	Autorités monétaires	-	-	
4 6 1 2	Administrations publiques	-	-	
4 6 1 3	Banques	165	1	164
4 6 1 4	Autres secteurs	4	-	4
4 6 1 9	Titres de créance	19 395	16 412	2 983
4 6 2 0	Obligations et autres titres d'emprunt	14 442	13 385	1 057
4 6 2 1	Autorités monétaires			
4 6 2 2	Administrations publiques			
4 6 2 3	Banques	11 228	7 905	3 323
4 6 2 4	Autres secteurs	3 214	5 480	-2 266
4 6 3 0	Instruments du marché monétaire	4 937	3 000	1 937
4 6 3 1	Autorités monétaires			
4 6 3 2	Administrations publiques			
4 6 3 3	Banques	4 937	3 000	1 937
4 6 3 4	Autres secteurs	-		0
4 6 4 0	Dérivés financiers	16	27	-11
4 6 4 1	Autorités monétaires			
4 6 4 2	Administrations publiques			
4 6 4 3	Banques			
4 6 4 4	Autres secteurs	16	27	-11
4 6 5 2	Engagements	6 122	1 660	4 462
4 6 6 0	Titres de participation	1 522	1 374	148
4 6 6 3	Banques	710	1 269	-559
4 6 6 4	Autres secteurs	812	105	707
4 6 6 9	Titres d'engagements	4 600	286	4 314
4 6 7 0	Obligations et autres titres d'emprunt	4 600	286	4 314
4 6 7 1	Autorités monétaires			
4 6 7 2	Administrations publiques			0
4 6 7 3	Banques	-	286	-286
4 6 7 4	Autres secteurs	4 600	-	4 600
4 6 8 0	Instruments du marché monétaire	-	-	0
4 6 8 1	Autorités monétaires			
4 6 8 2	Administrations publiques			
4 6 8 3	Banques			0
4 6 8 4	Autres secteurs		-	0
4 6 9 0	Dérivés financiers	-	-	-
4 6 9 1	Autorités monétaires			
4 6 9 2	Administrations publiques			
4 6 9 3	Banques			
4 6 9 4	Autres secteurs			-
4 7 0 0	<b>Autres investissements</b>	<b>223 054</b>	<b>676 070</b>	<b>-453 016</b>
4 7 0 3	Avoirs	59 235	86 117	-26 882
4 7 0 6	Crédits commerciaux	19 364	10 389	8 975
4 7 0 7	Administrations publiques			
4 7 0 8	Long terme			
4 7 0 9	Court terme			

4	7	1	0	Autres secteurs	19 364	10 389	8 975
4	7	1	1	Long terme	19 364	10 389	8 975
4	7	1	2	Court terme			
4	7	1	4	Prêts	15 426	32 548	-17 122
4	7	1	5	Autorités monétaires			
4	7	1	7	Long terme			
4	7	1	8	Court terme			
4	7	1	9	Administrations publiques			
4	7	2	0	Long terme			
4	7	2	1	Court terme			
4	7	2	2	Banques	15 426	32 434	-17 008
4	7	2	3	Long terme	7 020	2 898	4 122
4	7	2	4	Court terme	8 406	29 536	-21 130
4	7	2	5	Autres secteurs	-	114	-114
4	7	2	6	Long terme		114	-114
4	7	2	7	Court terme			
4	7	3	0	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 022	22 189	-21 167
4	7	3	1	Autorités monétaires			
4	7	3	2	Administrations publiques	-	58	-58
4	7	3	3	Banques	-	20 672	-20 672
4	7	3	4	Autres secteurs	1 022	1 459	-437
4	7	3	6	Autres avoirs	23 423	20 991	2 432
4	7	3	7	Autorités monétaires			
4	7	3	8	Long terme			
4	7	3	9	Court terme			
4	7	4	0	Administrations publiques	-	89	-89
4	7	4	1	Long terme		89	-89
4	7	4	2	Court terme			
4	7	4	3	Banques	-	313	-313
4	7	4	4	Long terme			
4	7	4	5	Court terme	-	313	-313
4	7	4	6	Autres secteurs	23 423	20 589	2 834
4	7	4	7	Long terme	903	20 325	-19 422
4	7	4	8	Court terme	22 520	264	22 256
4	7	5	3	Engagements	163 819	589 953	-426 134
4	7	5	6	Crédits commerciaux	61 706	11 782	49 924
4	7	5	7	Administrations publiques			
4	7	5	8	Long terme			
4	7	5	9	Court terme			
4	7	6	0	Autres secteurs	61 706	11 782	49 924
4	7	6	1	Long terme			
4	7	6	2	Court terme			
4	7	6	4	Prêts	83 427	570 013	-486 586
4	7	6	5	Autorités monétaires	85	28 038	-27 953
4	7	6	6	Utilisation des crédits et prêts du FMI	85	28 038	-27 953
4	7	6	7	Autres prêts à long terme			
4	7	6	8	Prêts à court terme			
4	7	6	9	Administrations publiques	65 508	536 838	-471 330

4 7 7 0	Long terme	65 508	536 838	-471 330
4 7 7 1	Court terme			
4 7 7 2	Banques	11 226	3	11 223
4 7 7 3	Long terme	4 148	-	4 148
4 7 7 4	Court terme	7 078	3	7 075
4 7 7 5	Autres secteurs	6 608	5 134	1 474
4 7 7 6	Long terme	670	2 972	-2 302
4 7 7 7	Court terme			0
4 7 8 0	Monnaie fiduciaire et dépôts	10 636	7 778	2 858
4 7 8 1	Autorités monétaires	1 388	730	658
4 7 8 3	Banques	9 248	7 048	2 200
4 7 8 6	Autres engagements	8 050	380	7 670
4 7 8 7	Autorités monétaires	2 257	-	2 257
4 7 8 8	Long terme	2 257		
4 7 8 9	Court terme			
4 7 9 0	Administrations publiques		-	-
4 7 9 1	Long terme			
4 7 9 2	Court terme			-
4 7 9 3	Banques	595	-	595
4 7 9 4	Long terme			
4 7 9 5	Court terme	595	-	595
5 7 9 6	Autres secteurs	5 198	380	4 818
4 7 9 7	Long terme	5 198	380	
4 7 9 8	Court terme			
4 8 0 0	<b>Avoirs de réserve</b>	<b>3 016</b>	<b>89 753</b>	<b>-86 737</b>
4 8 1 0	Or monétaire			
4 8 2 0	DTS	69	2	67
4 8 3 0	Position de réserve au FMI	2 947	-	2 947
4 8 4 0	Avoirs en devises	-	89 751	-89 751
4 8 4 5	Monnaie fiduciaire et dépôts	-	89 751	-89 751
4 8 5 0	Auprès des autorités monétaires			
4 8 5 5	Auprès des Banques			
4 8 6 0	Titres			
4 8 6 5	Titres de participation			
4 8 7 0	Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 7 5	Instruments du marché monétaire et produits dériv.			
4 8 8 0	Autres créances			
4 9 9 8	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>12 625</b>		<b>12 625</b>

Source : BCEAO -

## Balance des paiements 2006

Présentation Optique BCEAO

Annexe 2

Bénin/Monde

			après ajustement		
Code	Intitulés		Credit	Debit	Net
4 9 9 3	<b>Compte des transactions courantes</b>		<b>689 489</b>	<b>802 544</b>	<b>-113 055</b>
4 1 0 0	<b>Biens</b>		<b>384 582</b>	<b>546 813</b>	<b>-162 231</b>
4 1 1 0	Marchandises générales		377 885	544 779	-166 894
4 1 2 0	Autres biens		6 697	2 034	4 663
4 2 0 0	<b>Services</b>		<b>113 503</b>	<b>184 182</b>	<b>-70 679</b>
4 2 0 5	Transports		15 282	113 387	-98 105
4 2 0 3	dont fret		103	88 114	-88 011
4 2 3 6	Voyages		60 791	17 901	42 890
4 2 9 1	Services fournis ou recus par les adm. publiques		10 761	5 246	5 515
4 2 9 8	Autres services		26 669	47 648	-20 979
4 3 0 0	<b>Revenus</b>		<b>26 259</b>	<b>41 642</b>	<b>-15 383</b>
4 3 1 0	Rémunération des salariés		4 866	4 535	331
4 3 2 0	Revenus des investissements		21 393	37 107	-15 714
4 3 0 5	dont intérêts sur dette publique		-	7 338	-7 338
4 3 7 9	<b>Transferts courants</b>		<b>165 145</b>	<b>29 907</b>	<b>135 238</b>
4 3 8 0	Administrations publiques		57 683	1 676	56 007
4 3 9 0	Autres secteurs		107 462	28 231	79 231
4 9 9 7	<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>		<b>871 116</b>	<b>639 515</b>	<b>231 601</b>
4 4 0 0	<b>Transferts de capital</b>		<b>607 037</b>	<b>3 170</b>	<b>603 867</b>
4 4 0 1	Administrations publiques		589 690		589 690
4 4 0 2	Remises de dettes		560 508		560 508
4 4 1 0	Autres		29 181		29 181
4 4 3 0	Autres secteurs		17 347	3 170	14 177
4 4 8 0	<b>Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non prod.</b>			<b>19</b>	<b>-19</b>
4 5 0 0	<b>Investissements directs</b>		<b>72 604</b>	<b>43 882</b>	<b>28 722</b>
4 5 0 5	De l'économie à l'étranger		4 601	3 697	904
4 5 5 5	De l'étranger dans l'économie		68 003	40 185	27 818
4 5 9 9	<b>Investissements de portefeuille</b>		<b>8 646</b>	<b>5 612</b>	<b>3 034</b>
4 6 0 1	De l'économie à l'étranger		3 234	5 507	-2 273
4 6 5 1	De l'étranger dans l'économie		5 412	105	5 307
4 6 9 9	<b>Autres investissements</b>		<b>182 829</b>	<b>586 832</b>	<b>-404 003</b>
4 7 0 1	De l'économie à l'étranger		43 809	32 698	11 111
4 7 1 3	Administrations publiques		-	147	-147
4 7 2 8	Autres secteurs		43 809	32 551	11 258
4 7 5 1	De l'étranger dans l'économie		139 020	554 134	-415 114
4 7 6 3	Administrations publiques		65 508	536 838	-471 330
4 7 7 8	Autres secteurs		69 326	17 296	52 030

0	0	0	0	<i>Pour mémoire</i>			
4	9	2	0	<b>Financements exceptionnels</b>	-		<b>0</b>
4	9	3	1	Rééchelonnements			0
4	9	2	2	Remises de dettes	-		0
4	9	3	2	Total des arriérés			0
4	9	4	8	Autres			0
4	9	9	8	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>12 625</b>		<b>12 625</b>
4	9	9	0	<b>Solde global</b>	<b>1 573 230</b>	<b>1 442 059</b>	<b>131 171</b>
4	7	0	2	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>60 281</b>	<b>191 452</b>	<b>-131 171</b>
4	7	0	5	Autorités monétaires	6 746	118 521	-111 775
4	7	1	6	Avoirs	3 016	89 753	-86 737
4	7	8	2	Engagements	3 730	28 768	-25 038
0	0	0	0	<i>Pour mémoire</i>			
4	8	0	5	Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	112	2	110
4	7	3	5	Banques	53 535	72 931	-19 396
4	7	2	9	Avoirs	31 756	64 325	-32 569
4	7	7	9	Engagements	21 779	8 606	13 173

*Source : BCEAO*

## Balance des paiements 2006

## Présentation résumée

Annexe 3

Bénin/Monde

Après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Debit	Net
4 9 9 3	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>689 489</b>	<b>802 544</b>	<b>-113 055</b>
4 1 0 0	<b>Biens</b>	<b>384 582</b>	<b>546 813</b>	<b>-162 231</b>
4 1 1 0	Marchandises générales	377 885	544 779	-166 894
4 1 2 0	Autres biens	6 697	2 034	4 663
4 2 0 0	<b>Services</b>	<b>113 503</b>	<b>184 182</b>	<b>-70 679</b>
4 2 0 5	Transports	15 282	113 387	-98 105
4 2 0 3	dont fret	103	88 114	-88 011
4 2 3 6	Voyages	60 791	17 901	42 890
4 2 9 1	Services fournis ou recus par les administrations publiques	10 761	5 246	5 515
4 2 9 8	Autres services	26 669	47 648	-20 979
4 3 0 0	<b>Revenus</b>	<b>26 259</b>	<b>41 642</b>	<b>-15 383</b>
4 3 2 0	Revenus des investissements	21 393	37 107	-15 714
4 3 0 5	dont intérêts sur dette publique	-	7 338	-7 338
4 3 7 9	<b>Transferts courants</b>	<b>165 145</b>	<b>29 907</b>	<b>135 238</b>
4 3 8 0	Administrations publiques	57 683	1 676	56 007
4 3 9 0	Autres secteurs	107 462	28 231	79 231
4 9 9 6	<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>931 396</b>	<b>830 967</b>	<b>100 429</b>
4 4 0 0	<b>Transferts de capital</b>	<b>607 036</b>	<b>3 170</b>	<b>603 866</b>
4 4 0 2	Remises de dettes	560 508	-	560 508
4 4 1 0	Autres	29 181	-	29 181
4 4 3 0	Autres secteurs	17 347	3 170	14 177
4 4 8 0	<b>Acquisitions et cessions d'actifs non financiers</b>		<b>19</b>	<b>-19</b>
4 5 0 0	<b>Investissements directs</b>	<b>72 604</b>	<b>43 882</b>	<b>28 722</b>
4 5 0 5	De l'économie à l'étranger	4 601	3 697	904
4 5 5 5	De l'étranger dans l'économie	68 003	40 185	27 818
4 6 0 0	<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>25 686</b>	<b>18 073</b>	<b>7 613</b>
4 6 0 2	Avoirs	19 564	16 413	3 151
4 6 5 2	Engagements	6 122	1 660	4 462
4 7 0 0	<b>Autres investissements</b>	<b>223 054</b>	<b>676 070</b>	<b>-453 016</b>
4 7 0 3	Avoirs	59 235	86 117	-26 882
4 7 5 3	Engagements	163 819	589 953	-426 134
4 8 0 0	<b>Avoirs de reserve</b>	<b>3 016</b>	<b>89 753</b>	<b>-86 737</b>
4 9 9 8	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>12 625</b>		<b>12 625</b>

Source : BCEAO



## POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Année 2006

Annexe 4

Bénin/Monde

Après ajustement

Code				Intitulés	Montant
8	9	8	8	<b>AVOIRS</b>	<b>745 564</b>
8	5	0	5	<i>Investissements directs à l'étranger</i>	<b>7 205</b>
8	5	0	6	Capital social et bénéfices réinvestis	7 816
8	5	3	0	Autres capitaux	-611
8	6	0	2	<i>Investissements de portefeuille</i>	<b>50 866</b>
8	6	1	0	Titres de participation	400
8	6	1	3	dont : banques	46
8	6	1	9	Titres de créances	50 466
8	6	2	0	Obligation et autre titres d'emprunt	45 118
8	6	2	3	dont : banques	22 108
8	6	3	0	Instruments du marché monétaire	5 317
8	6	3	3	dont : banques	5 317
8	6	4	0	Dérivés financiers	31
8	6	4	3	dont : banques	0
8	7	0	3	<i>Autres investissements</i>	<b>234 360</b>
8	7	0	6	Crédits commerciaux	40 420
8	7	1	4	Prêts	77 896
8	7	1	5	Autorités monétaires	
8	7	1	9	Administrations publiques	
8	7	2	2	Banques	77 782
8	7	2	3	Long terme	21 568
8	7	2	4	Court terme	53 486
8	7	2	5	Autres secteurs	114
8	7	3	0	Monnaie fiduciaire et dépôts	92 161
8	7	3	1	Autorités monétaires	
8	7	3	2	Administrations publiques	168
8	7	3	3	Banques	89 904
8	7	3	4	Autres secteurs	2 089
8	7	3	6	Autres avoirs	23 883
8	7	3	7	Autorités monétaires	
8	7	4	0	Administrations publiques	138
8	7	4	3	Banques	790
8	7	4	4	Long terme	
8	7	4	5	Court terme	790
8	7	4	6	Autres secteurs	22 955
8	8	0	0	<i>Avoirs de réserve</i>	<b>453 133</b>
8	8	1	0	Or monétaire	
8	8	2	0	DTS	26
8	8	3	0	Position de réserve au FMI	422
8	8	4	0	Monnaies étrangères	452 685
8	8	8	0	Autres créances	
8	8	8	9	<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>1 052 020</b>
8	5	5	5	<i>Investissements directs dans l'économie</i>	<b>191 532</b>
8	5	5	6	Capital social et bénéfices réinvestis	104 663
8	5	8	0	Autres capitaux	86 869

8	6	5	2	<b>Investissements de portefeuille : engagements</b>	<b>16 831</b>
8	6	6	0	Titres de participation	6 446
8	6	6	3	Banques	4 876
8	6	6	4	Autres secteurs	1 570
8	6	6	9	Titres d'engagement	10 385
8	6	7	0	Obligations et autres titres d'emprunt	10 385
8	6	7	1	Autorités Monétaires	
8	6	7	2	Administrations publiques	
8	6	7	3	Banques	306
8	6	7	4	Autres secteurs	10 079
8	6	8	0	Instruments du marché monétaire	0
8	6	8	3	Banques	
8	6	9	0	Dérivés financiers	0
8	6	9	3	Banques	
8	7	5	3	<b>Autres investissements : engagements</b>	<b>843 657</b>
8	7	5	6	Crédits commerciaux	170 861
8	7	6	4	Prêts	570 246
8	7	6	5	Autorités monétaires	1 319
8	7	6	6	Utilisation des crédits et prêts du FMI	1 319
8	7	6	7	Autres prêts à long terme	
8	7	6	8	Prêts à court terme	
8	7	6	9	Administrations publiques	519 765
8	7	7	0	Long terme	519 765
8	7	7	1	Court terme	
8	7	7	2	Banques	27 785
8	7	7	3	Long terme	5 622
8	7	7	4	Court terme	22 163
8	7	7	5	Autres secteurs	21 377
8	7	7	6	Long terme	21 377
8	7	7	7	Court terme	
8	7	8	0	Monnaie fiduciaire et dépôts	87 903
8	7	8	1	Autorités monétaires	4 697
8	7	8	3	Banques	83 206
8	7	8	6	Autres engagements	14 647
8	7	8	7	Autorités monétaires	7 637
8	7	9	0	Administrations publiques	
8	7	9	3	Banques	
8	7	9	6	Autres secteurs	7 010
8	9	8	9	<b>POSITION EXTERIEURE GLOBALE</b>	<b>-306 456</b>

Source : BCEAO





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)